

Urgent
Amérique Latine
mensuel d'information générale

N° 6 Octobre 1978 Prix : 6 F — Suisse : 3 F



**la cocaïne
et
le pouvoir**

**Nicaragua :
les embarras
de Washington**

SPÉCIMEN

**y a-t-il
des prisonniers
politiques
à Cuba ?**

4010
9800

En avant la musique.

A Télérama, nous avons toujours la musique en tête. Parce qu'on ne peut pas vivre sans.

Rengaines, fanfare du 7^e génie, Dylan, Duke Ellington, Bach ou Berio, tout le monde aime la musique. Nous ne l'oublions jamais. C'est pourquoi, au-delà des émissions TV et des nouveaux films qui sortent, nous saisissons toutes les occasions de la faire découvrir : portraits, interviews, analyses et critique des principaux disques, programmes radio.

C'est pour exprimer nos émotions, notre refus et nos plaisirs que nous guettons chaque semaine les événements musicaux.



Mirabelle/Delacroix

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.

Don 65441

SOMMAIRE

• Lettre de la rédaction	4-6
• Pinochet : « anti-impérialiste »	7
• Nicaragua : les embarras de Washington	8-9
• Nicaragua : Itinéraire du Front sandiniste	10-11
• Y a-t-il des prisonniers politiques à Cuba ?	12-18
• La cocaïne et le pouvoir	19-22
• Amérique latine, connais pas	23-25
• Magazine	26-34

Urgent AMÉRIQUE LATINE Paris

Rédaction et publicité : 8, rue Au Maire,
75003 Paris, tél. 271.86.25
Directrice de la publication : Michèle
Mattelart

Composition : Germinal : 272.71.13
Impression M.S. : 672.23.63
Distribution : NMPP (presse), Diffusion
Populaires (librairies)
Mensuel édité par Publication FRANCE-
LATINE, S.A.R.L. au capital de 2.500 F
Siège social : 14, rue Bourg-Tibourg,
75004 Paris.

Dépôt légal : 4ème trimestre 1978
commission paritaire : N° 60623
ISSN : 0181 - 9623

urgent AMÉRIQUE LATINE Bureau de Genève

Case postale 7
1219 - Le Lignon/Genève
CCP 12-21777
Tél. 022/96.48.54
Gestion : Patricio Arellano
Rédaction : Alberto Du Fey



ABONNEMENT

8; RUE AU MAIRE - 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

Case postale 7 - 1219 Le Lignon - Genève

NOM et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession

Adresse

SOUTIEN : 500 F 200 F 100 F

Virement au compte C.C.P. 12-21777

Souscription annuelle (12 numéros) : 35 F

LETTRE DE LA RÉDACTION

Chers lectrices et lecteurs,

Dans le numéro 5 nous vous avons annoncé un numéro d'octobre physiquement différent, nous n'avons pas pu réaliser complètement notre souhait. Ces mois d'été n'ont pourtant pas été inutiles. Nous avons joint nos réflexions à celles de nombreux lecteurs pour élaborer un projet rédactionnel et financier dont vous trouverez une synthèse dans les deux pages qui suivent.

Nos orientations et nos projets s'orientent selon trois axes : faire un magazine qui réponde à un éventail plus large d'information et d'analyse sur l'Amérique Latine — démocratiser la société de publication — augmenter le tirage de la revue afin de la rendre économiquement viable.

Pour le premier point, nous pensons être maintenant en mesure de nous lancer dans cette nouvelle formule.

Pour le deuxième, nous avons opté pour la formule coopérative afin de conserver notre indépendance et de vous offrir une participation.

Et pour le troisième... et c'est la raison d'un numéro peu différent des numéros précédents, nous n'avons pas encore réuni la totalité des 250 000 F qui nous sont nécessaires pour mettre ce projet en actes.

Nous vous proposons donc d'unir vos efforts aux nôtres en devenant membres de la coopérative de publication FRANCE-LATINE. Cela signifierait pour vous : participer à l'Assemblée Générale de la coopérative — être électeur et éligible au Conseil d'administration, employeur de la rédaction — prendre une participation unitaire minimale de 200 F.

Si ce projet vous intéresse, vous trouverez à la fin du texte un formulaire de participation.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT REDACTIONNEL ET FINANCIER A PARTIR DU NUMÉRO 6

Les raisons d'un tel projet

Ces raisons appartiennent à trois domaines complémentaires : l'objectif de la revue, l'économie et le public.

L'objectif

Un support continu d'information et de réflexion sur la réalité latino-américaine. Un tel objectif suppose un champ d'information beaucoup plus large que le champ politique, donc l'introduction dans la revue de rubriques supplémentaires, un langage compréhensible et une équipe rédactionnelle professionnelle.

L'économie

Une revue tirant à 5 ou 10.000 exemplaires est considérablement limitée au niveau de ses recettes, de sa distribution en kiosques de presse (deux ou trois exemplaires par kiosque), de ses espaces publicitaires (aucun publiciste n'accepte un achat d'espace en dessous d'un tirage de 30 à 40.000). Le budget d'une revue comme *Urgent... Amérique Latine* du numéro 1 ou numéro 5 interdit toute rédaction professionnelle permanente.

Seule, une revue plus large, plus commerciale et à plus fort tirage est économiquement viable et capable de croissance.

Le public

Un tel objectif d'information et de telles raisons économiques invitent à rechercher un public plus large que celui visé par la première formule de la revue. Un tel public ciblé existe.

Un public nombreux témoigne d'un intérêt général pour l'Amérique latine. Il constitue l'essentiel des touristes-charters de l'été, des lecteurs d'ouvrages de voyages, des acheteurs de disques de musique latino-américaine. Il s'agit dans sa majorité d'un public jeune. Cette nouvelle formule de la revue prendrait en charge cet intérêt, cette curiosité pour une culture, un passé, une histoire, une anthropologie, pour l'approfondir et l'ouvrir à une connaissance de la réalité concrète de ces pays.

Un autre type de public est constitué d'étudiants, de professeurs, de journalistes, en général de toute personne intéressée, de par sa profession à l'Amérique latine, mais aussi de tous ceux qui se sont mobilisés pour ce continent, à l'occasion des derniers événements qui s'y sont passés et des processus qui s'y sont développés. C'est d'ailleurs ce public qui a, en partie, été touché par la première formule, et qui lui a apporté une large adhésion. Enfin, le troisième type de public est constitué par l'ensemble des Latino-américains résidant en Europe et dans les pays francophones.

CONTENU RÉDACTIONNEL

La revue de 48 pages dont 10 pages réservées à l'espace publicitaire comportera trois sections.

● **SECTION 1** : Titre : *Signes du temps* (14 1/2 pages). Cette section couvrira l'actualité politique et économique de l'Amérique latine. Elle comportera les rubriques suivantes :

– **L'Événement** : même contenu que dans la formule précédente (3 p.)

– **Au-delà des frontières** : les rapports de forces internationaux, les équilibres ou les conflits internationaux ou régionaux, les phénomènes régionaux (2 p.).

– **Société** : les phénomènes, les faits de société à caractères nationaux ou régionaux, les institutions (2 p.).

– **Économie** : (2 p.).

– **Mouvement des idées** : rendre compte des grands débats idéologiques ou de civilisation en Amérique latine. Donner la possibilité de s'exprimer librement à ceux qui cherchent une solution pour ce continent. Elle permettra ainsi l'ouverture de larges débats sur les thèmes vitaux qu'il faudra résoudre pour que l'Amérique latine sorte de la situation qu'elle vit aujourd'hui.

– **Calendrier** : les événements marquants d'un numéro à l'autre n'ayant pas fait l'objet d'un article (1 1/2 p.).

– **Nouvelles de demain** : sélection des quelques nouvelles qui feront demain l'événement (2 p.).

● **SECTION 2** : Titre : *Visages de l'Amérique* (9 pages). Cette section visera à transmettre des connaissances et des informations de base concernant l'Amérique latine, permettant une meilleure compréhension des phénomènes politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle comportera les rubriques suivantes :

Histoire : description et analyse des moments marquants, situation de l'actualité dans le temps, portraits, biographies (2 p.).

Géographie : connaissance de l'espace territorial, écologique et humain (1 1/2 p.).

Cultures et sociétés : cette rubrique couvrira, sous forme principalement de reportages de vie quotidienne, l'information anthropologique, ethno-culturelle et sociologique (2 1/2 p.).

Carnets de voyages : lettres ou chroniques de voyages, rubrique tourisme (2 p.).

Sciences et Technologies : connaissance et technologie des sociétés traditionnelles, découvertes scientifiques et technologiques des chercheurs et ingénieurs latino-américains (1 p.).

● **SECTION 3** : Titre : *Empreintes* (13 1/2 pages). Cette section couvrira l'ensemble de l'information concernant les productions et les créations latino-américaines dans le domaine de la culture. Elle comportera les rubriques suivantes :

Théâtre (1 p.), **Littérature** (1 p.), **Cinéma** (1 p.), **Arts plastiques** (1 p.), **Gastronomie** (1/2 p.), **La Langue** (1 p.), une **Bande dessinée** pour enfants. Sous forme de reportages, d'entrevues ou d'articles analytiques, cet ensemble de rubriques (leur nombre variera ainsi que leur étendue dans chaque numéro) présentera des créateurs, des mouvements ou des œuvres. La page **Langue** proposera des textes littéraires (poèmes, nouvelles ou contes) en langue espagnole ou en toute autre langue parlée en Amérique latine, ou des articles de linguistique.

Magazine : **L'Amérique latine ici et maintenant** : calendrier des manifestations latino-américaines en Europe (livres traduits, films, disques, théâtre, concerts, manifestations politiques, culturelles ou sportives).

CONCEPTION DE L'INFORMATION ET LANGAGE

La revue entend parler de l'Amérique latine à partir d'un point précis, le seul autorisé : le lieu d'où elle est diffusée : l'Europe et la France.

Elle souhaite tirer parti de ce lieu particulier pour établir une série de correspondances. Elle sera animée du souci de favoriser la perception des faits latino-américains par rapport aux autres réalités. L'usage du contre-point sera pratiqué dans la mesure du possible pour rapprocher les différents profils que prend un même phénomène social, culturel, politique, dans diverses régions du monde.

La revue aura le souci d'établir un lien entre les différentes sections d'un même numéro et entre les sommaires des numéros successifs. Ces sommaires s'établiront de manière à assurer la cohérence et la progression de l'information et de l'analyse. A l'intérieur de chaque numéro s'exprimera le souci de coordonner diverses sections, d'établir une relation, une complémentarité de façon à enrichir mutuellement et à assurer le développement d'un thème sous ses différents aspects (la rubrique Histoire, par exemple, sera prévue en fonction de l'Événement ou d'Au-delà des frontières).

Les articles publiés dans la revue devront être rédigés à partir d'informations riches, variées, précises, détaillées, appuyées sur des sources autorisées et, le cas échéant, sur un travail de recherche. Le ton sera vif, varié, fuyant les stéréotypes. L'analyse ne s'exprimera jamais à travers des abstractions mais se nourrira toujours d'éléments concrets d'information.

PRINCIPES DIRECTEURS DE LA NOUVELLE FORMULE

– Amplifier l'éventail des thèmes traités dans la première formule.
– Répondre à une plus large demande, à la sensibilité de l'opinion à une gamme d'intérêt plus vaste.

– Faire d'*Urgent... Amérique Latine* un véritable magazine d'information consacré à l'Amérique latine pour un public européen et francophone, répondant aux exigences de forme et de contenu que cette volonté représente.

– Rendre la revue plus utile, plus positive et plus attrayante pour un public plus large.

CARACTÉRISTIQUES

Format : 23 x 28

Couverture : Quadri

Nombre de pages intérieures : 48

Tirage : 41.000

Nombre de pages pub. : 10

Prix de vente au numéro : 8 F. (Suisse : 4 F)

Abonnement : 85 F (France), 100 F (étranger)

GRAPHISME

Chaque page format 23 x 28 représentera un espace rédactionnel de 6.000 signes en corps 10 (4 feuillets normalisés), soit 4/5ème de l'espace. Le 5ème restant étant réservé au dessin ou à la photo (celle-ci n'étant préférée qu'en raison d'un intérêt informatif et esthétique certain).

Les titres seront variables en corps des caractères et en disposition en fonction de l'importance et du caractère des articles. La maquette sera élaborée selon des critères d'espace et de clarté, utilisant le plus possible les blancs et évitant la répétition et la normalisation.

L'impression des pages sera exécutée en noir et blanc, sauf

lorsqu'une publicité couleur intérieure permettra une utilisation quadri ou de couleur d'accompagnement dans un cahier.

LA RÉDACTION ET L'ADMINISTRATION

A. — Directrice de la publication : Michèle Mattelart

Direction de rédaction :
Bernard Cassen
Michèle Mattelart
Christian Rudel
Pierre Kalfon
Julio Cortazar
(la participation de ces deux derniers n'est pas encore confirmée).

Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Desmond

Coordinateurs des sections :
Catherine Bastard
Carlos Gabeta
Gestion-publicité : Luis Alvarez

Distribution : Beatriz Rioseco

Cette **équipe permanente** représente en postes de travail 4 plein temps et 2 mi-temps (direction de rédaction et gestion-publicité).

B. — **Pigistes permanents**

Section 1 : Eduardo Olivares — Ibar Aibar

Section 2 : Carmen Gloria Dunnage — Cristina Torres — Patricio Tupper.

Section 3 : Huguette Faget — Ignacio Ramonet — Daniel Salinas.

C. — **Pigistes occasionnels**

Articles commandés en fonction des spécialisations et des compétences.

D. — Dessinateurs à la pige
Photos d'agences ou de D.R.
Maquettiste au numéro.

E. — **Agence de Suisse**

Responsable de rédaction : Alberto Dufey
Gestion et publicité : Patricio Arellano

Sommaire-type d'un numéro

(établi au 1er août 1978)

Couverture : Quadri d'un visage de paysanne bolivienne

SECTION 1 : Signes du temps

L'Événement : Le coup d'État en Bolivie (2 p.)

La presse à l'encan au Pérou (1 p.)

Au-delà des frontières : Pourquoi des élections en Amérique latine (2 p.)

Société : Le passage de la ligne. L'émigration mexicaine vers les USA (2 p.)

Économie : Citroën à la recherche d'un marché (2 p.)

Mouvement des idées : Écologie et cosmos dans le monde indien (2 p.)

Calendrier — Nouvelles de demain

SECTION 2 : Visages de l'Amérique

Histoire : De l'indépendance à nos jours : les électeurs muets de l'Altiplano bolivien (2 p.)

Géographie : Les déserts les plus ensoleillés du monde (2 p.)

Cultures et sociétés : Mexique : les rituels de la mort (2 p.)

La culture de la coca dans les Andes centrales (1 p.)

Carnets de voyages : de Sucre à Potosi (2 p.)

Sciences et technologies : Le centre anti-venin de Sao-Paulo (1 p.)

SECTION 3 : Empreintes

Festival du Théâtre des Nations à Caracas (1 p.)

Après le colloque de Cerisy-la-Salle (1 p.)

Vargas Llosa sur les traces de Madame Bovary (1 p.)

Domitila : Si on me donne la parole (1 p.)

Rencontre avec le cinéaste Paul Ruiz (1 p.)

Espagnol : une nouvelle de Roa Bastos (1 p.)

Bande dessinée (1 p.)

MAGAZINE : (6 p.)

Pour réaliser ce projet, il nous faut 250.000 francs.
collaborez avec nous à cette entreprise, devenez membre
de la Coopérative de Publications FRANCE LATINE.



Je désire être membre de la Coopérative de Publications FRANCE LATINE

Ci-joint un chèque ou virement de 200 F 500 F 1.000 F
à déposer sur le compte bloqué de la Coopérative :
Banque Centrale des Coopératives, Cpte n° U2-2396-90-130.9.

Si la Coopérative ne parvient pas à se constituer, mon argent me sera remboursé avant le 31 décembre 1978.

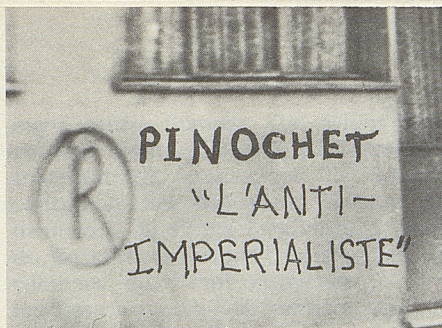
Adresse pour toute correspondance :
Coopérative de Publications FRANCE-LATINE
8, rue Au Maire - 75003 Paris

Nom

Prénom

Adresse

Signature :



Il aurait fallu être très imaginatif et avoir le gout du mélange de science-fiction et de la politique, pour affirmer, il y a cinq ans, que Pinochet deviendrait un jour un accusateur farouche de l'impérialisme. Mais, la réalité dépassant toujours la fiction, le voici essayant de mobiliser les chiliens contre « les tendances interventionnistes et impérialistes qu'on voit réapparaître dans certains milieux officiels américains ». Et c'est ainsi que, avec le même enthousiasme qu'elle fit jadis l'apologie de Diego Portales, « prototype du gouvernant autoritaire », la dictature chante aujourd'hui les louanges de Bernado O'Higgins, l'un des Pères de la Patrie, présenté en l'occurrence comme le « plus grand patriote et infatigable défenseur de la souveraineté et de la dignité de la Nation Chilienne ». O'Higgins pourra-t-il donner à Pinochet le soutien qu'il cherche pour sa « croisade anti-impérialiste » ? Cela est de moins en moins évident.

Tout d'abord parce qu'il est évident que « l'anti-impérialisme » de Pinochet est très aléatoire. Lorsqu'il s'agit de tendre la main aux investissements américains O'Higgins n'est pas du tout appelé à intervenir. A ce moment là ce sont plutôt les Chicago Boys qui mènent le jeu. Avec eux, messieurs les investisseurs sont sûrs de se retrouver dans un pays qui offre tout ce qu'il faut pour faire de très bons profits. D'autre part, l'affaire Letelier s'approchant inexorablement de son dénouement, Pinochet voit approcher sa fin ou, tout au moins, un moment très difficile. La demande d'extradition des militaires chiliens impliqués dans l'assassinat de Letelier est déjà arrivée au Chili. A partir de là, la procédure, jusqu'alors secrète, devient publique. Tout, les accusations, les preuves, peut être publié et même d'après *El Mercurio* « doit » être publié. Le grand débat que cet affaire a déjà soulevé à l'intérieur même du Chili ne fera qu'augmenter. D'une part la Démocratie Chrétienne profitera de la meilleure occasion de ces dernières années pour taper sur ses alliés de jadis et pour marquer davantage sa rupture avec la Junte. D'autre part on voit de plus en plus de politiciens de droite liés jusqu'à Pinochet et ayant bien profité de la situation, prendre des distances avec plus ou moins d'élégance ; plus ou moins ouvertement. Finalement il semble assez acquis que les demandes d'extraditions ne seront pas ac-

ceptées. On aurait pourtant tort de voir là un triomphe de Pinochet. Il s'agit plutôt d'une question de principe imposée par l'armée de terre pour laquelle il ne saurait être question de livrer un membre des Forces Armées à une « puissance étrangère ». Voilà donc Pinochet coincé entre deux feux. Ceux des États Unis et de la DC qui veulent profiter au maximum d'une situation qui leur permette de mettre les choses en ordre (le leur bien sûr). Et ceux de ses compagnons d'arme qui lui demandent tout simplement d'assumer les conséquences de ses initiatives et de ne pas prétendre que d'autres militaires paieront pour lui.

Les problèmes limitrophes avec l'Argentine donnent à Pinochet une autre raison de faire appel à O'Higgins. Les militaires de l'autre côté des Andes semblent disposés à aller jusqu'au bout dans leur refus d'accepter la décision qui donna satisfaction aux chiliens au sujet des îles de l'extrême sud. Et le refus s'accompagne d'une ambiance belliqueuse croissante qui fait hésiter un peu ceux qui pensent qu'il s'agit toujours de manœuvres de dictateurs pour cacher la situation interne. Pinochet qui a largement assez des problèmes internes fait des concessions et appels ardents à la paix et à l'entente tout en essayant de garder les apparences de dignité. Ce qui ne lui réussit pas complètement puisqu'il se fait accuser aussi de mettre en danger la sécurité nationale. Et dire qu'il a commis tant de crimes au nom de cette même Sécurité nationale.

Pinochet anti-impérialiste. On aura tout vu en matière de manœuvres destinées à éviter la chute d'une dictature qui a commémoré son cinquième anniversaire dans un climat d'attenté, où tout le monde se regarde de travers.

Les petits pas de la résistance

On l'a déjà dit. La cinquième année de dictature a été marquée par la rentrée du mouvement de masse qui profite bien des faiblesses du régime pour exiger qu'on mette fin à une situation économique qui est loin de s'améliorer pour la majorité des chiliens ; pour exiger le respect de tous les droits les plus élémentaires « suspendus » depuis cinq ans ; pour exiger la fin de la répression et la réponse encore non fournie sur le sort des disparus ; et aujourd'hui, un mouvement de masse qui exige que les responsables de l'assassinat d'Orlando Letelier, et de tant d'autres chiliens, soient punis. En commençant par le responsable principal, Pinochet. Les grèves des mineurs du cuivre, aujourd'hui recommencées, ont été l'élément le plus spectaculaire de cette résistance qui s'étend petit à petit. Acôté de cela, des centaines de petits conflits éparpillés tout

au long du pays rendent compte du « ras-le-bol » qui est plus fort aujourd'hui que la mobilisation strictement politique qui reste encore, dans une large mesure, l'affaire des états-majors.

Ça bouge au Chili. C'est évident. Ça s'étend aux universités, à la culture. Par-tout. L'un des derniers épisodes : la visite de centaines de personnes au tombeau de Pablo Neruda pour l'anniversaire de sa mort et qui constitua, d'après *El Mercurio*, « un acte d'une claire intention politique ».

Cependant, si l'on constate bien un renforcement de la résistance par rapport à la situation de la gauche et des masses tout de suite après le coup d'État, il reste encore faible par rapport à son ennemi principal : la junte militaire. Si elle incarne au mieux les projets à long terme des travailleurs chiliens, dans l'immédiat elle sera surtout spectatrice de cette sorte de règlement de compte entre la Démocratie Chrétienne, les États-Unis et la junte militaire.

Et à gauche

Cinq ans après, elle a reconstitué tous les état-majors et commence à avoir une présence croissante dans l'activité d'une résistance née souvent spontanément. Cette présence est d'autant plus importante depuis le virage opéré par la Démocratie Chrétienne qui commence à prendre ses distances par rapport à une politique qu'elle préfère quand elle est semi-détruite. Son principal acquis reste l'énorme isolement international de Pinochet auquel elle a contribué de façon décisive. Sa faiblesse principale, son incapacité pour se donner les moyens d'agir ensemble en fonction de la résistance d'aujourd'hui tout en se donnant les moyens de réfléchir sur les projets pour l'après Pinochet. C'est cet immobilisme de la gauche qui freine l'élargissement du mouvement de résistance même si elle reste sans doute son principal animateur.

Le 9 août dernier, l'Unité Populaire se réunissait au Chili, mettait sur pieds des structures de coordinations inexistantes depuis cinq ans et appelait le peuple à se mobiliser. Parmi d'autres objectifs pour « revitaliser les organisations historiques du peuple, continuer à fortifier les nouvelles formes d'organisation nées dans la résistance : Comités de chômeurs, Cantines Populaires, Commissions d'Usine, Comités de Résistance ». Un accord qui marque à n'en pas douter une avance importante si on pense à l'opposition permanente de certains secteurs de la gauche à l'idée des Comités de Résistance clandestins. Reste à regretter que deux mois après cet accord, il reste lui aussi clandestin pour beaucoup de gens qui regardent le Chili avec intérêt. A suivre... ■

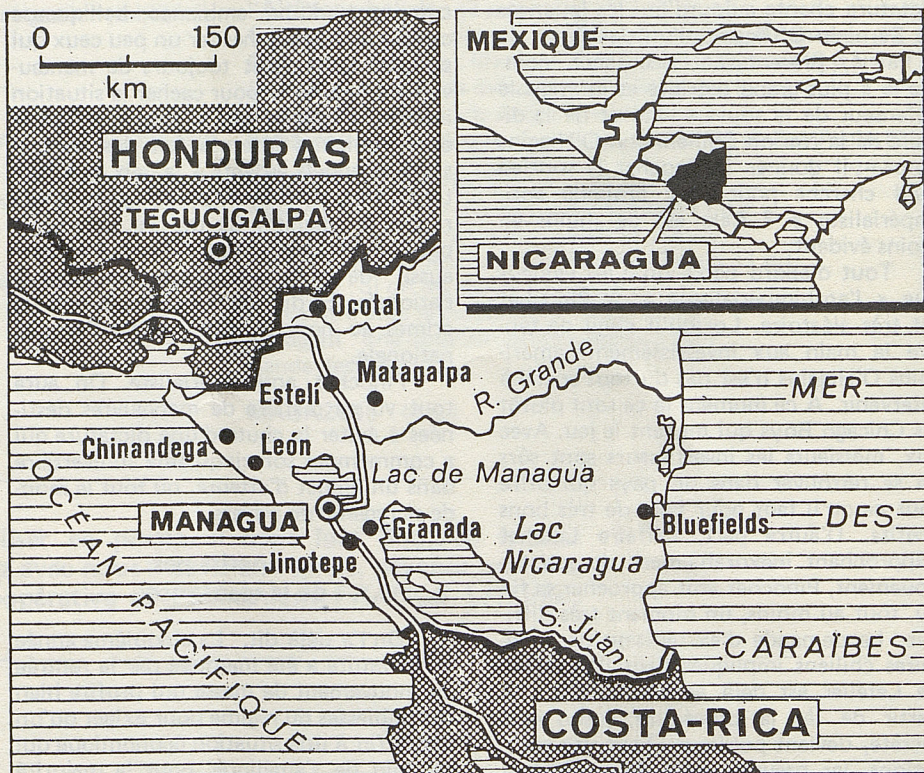
Eduardo Olivares

nicaragua

les embarras de Washington

Les États-Unis craignent avant tout une « cubanisation » de la situation au Nicaragua. C'est pourquoi le Département d'État n'a pas levé le petit doigt pour empêcher les massacres, sans pour autant cesser de proclamer sa volonté d'agir en faveur des droits de l'homme et de la démocratie.

Après trois semaines d'insurrection, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) et l'ensemble du peuple nicaraguayen se sont repliés devant la contre-offensive de la Garde nationale commandée par le dictateur, son frère José et son fils Anastasio. Le succès militaire de la dictature a été remporté avec les méthodes classiques de la guerre contre-insurrectionnelle : encerclement et anéantissement des villes entraînant de lourdes pertes dans la population civile (les chiffres les plus optimistes font état de trois à cinq mille victimes) et un exode de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Encerclées une à une, soumises au blocus, sans eau, sans vivres, sans assistance de la Croix Rouge internationale, les villes ont subi des bombardements aériens, des mitraillages d'hélicoptères armés, des attaques au mortier, et ont finalement été réduites par l'assaut des blindés. La « reprise » des agglomérations a été si violente que même les organisations internationales n'ont pas



été épargnées. Un reporter-photographe américain d'Associated Press a témoigné du massacre de cinq membres de la Croix Rouge internationale abattus dans leur camion qui essayait de pénétrer dans la ville de León pour y introduire des aliments et sortir des blessés.

La presse américaine a révélé que selon de nombreux témoins la Garde Nationale a procédé à des exécutions massives dans la population. Dans la majorité des cas, les fusillés étaient des jeunes entre dix et quinze ans.

A partir de la prise du Palais natio-

nal par le Front Sandiniste, fin août, l'insurrection s'est répandue comme une traînée de poudre. Toutes les organisations syndicales, patronales et politiques ont alors lancé un appel à la grève nationale. Dans les cinq principales villes du pays, toute la population, sous la direction du Front, s'est levée contre Somoza. L'objectif déclaré de cette offensive politique et militaire était le renversement du régime et l'instauration d'un gouvernement démocratique et populaire.

Au niveau international, le Venezuela et le Costa-Rica se sont déclarés ouverte-

ment contre Somoza. Des avions vénézuéliens furent stationnés au Costa-Rica, soulevant les accusations de Somoza concernant une couverture aérienne des incursions du Front Sandiniste à partir du Costa-Rica. Durant l'insurrection, des colonnes du Front essayèrent à cinq reprises de franchir la frontière, sans succès ; elles furent repoussées par les « bérets noirs », un corps d'élite* entraîné par les États-Unis dans la zone du Canal de Panama et commandés par Anastasio III, le fils du dictateur.

Tous unis contre le tyran

Pour les observateurs américains et européens, le maintien de Somoza au pouvoir entraînera, à long terme, une radicalisation irréversible du processus. Un éditorial du journal londonien *The Economist* affirmait en septembre que le Nicaragua « *pourrait se convertir effectivement dans un autre cuba, si Somoza persistait à s'accrocher au pouvoir* ». Le journaliste anglais appelait sans détours le président Carter à se débarrasser de Somoza tant qu'il était encore temps : « *Les États-Unis ne se sont pas débarrassés de Somoza au moment opportun... Carter devrait dire en privé aux généraux de la Garde Nationale que les États-Unis se montreraient généreux dans leur aide économique et militaire si ceux-ci se débarrassaient de Somoza et poussaient à la formation d'un gouvernement national qui rétablirait la démocratie* ».

Au Congrès, le sénateur démocrate Franck Church, parlant en faveur de l'arrêt immédiat de toute aide militaire et économique déclarait : « *Il ne s'agit pas de savoir si Somoza va tomber ou non, mais plutôt quand va-t-il tomber. Somoza s'affronte à un soulèvement national où presque tous les secteurs du pays se sont unis contre une dynastie qui les a exploités pendant près d'un demi-siècle. Plus il résiste à la volonté de son peuple et utilise ses forces armées pour écraser la résistance, plus grande est la possibilité que surgisse un gouvernement révolutionnaire de type castriste* ». L'amendement proposé par le sénateur Church, approuvé par la majorité du Sénat, a supprimé huit millions de dollars d'aide économique et cent cinquante mille dollars pour l'entraînement de la Garde Nationale de l'aide américaine au Nicaragua pour cette année.

Contre l'ensemble de l'opinion mondiale, les seuls gestes d'appui au régime somociste sont venus des pays du Cône-Sud, du Guatemala, du Honduras et du Salvador. Ces pays se sont prononcés au sein de l'OEA (Organisation des États Américains) contre l'envoi immédiat d'une commission d'enquête sur les atro-

ciés commises par la Garde Nationale au cours des dernières semaines.

Pendant que la presse mondiale faisait état de rumeurs concernant des divisions imminentes à l'intérieur de la Garde, les États-Unis augmentaient leur campagne diplomatique appelant à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations entre le gouvernement et l'opposition. Le Département d'État ne se préoccupait pas de démentir les bruits selon lesquels il favorisait l'éloignement de Somoza et l'installation d'un gouvernement provisoire. Au Nicaragua, les trois grands courants de l'opposition (le Front élargi, le Mouvement démocratique nicaraguayen et le Mouvement des « douze », représentant le FSLN) s'unissaient dans un Front uni anti-dictatorial et créaient un triumvirat formé d'un représentant de chaque courant. Dans un tel contexte d'isolement national et international, vers la mi-septembre, les jours de la dynastie semblaient comptés.

Le double-jeu américain

Dans ces conditions, d'où Somoza a-t-il tiré des forces pour maintenir l'unité de la Garde Nationale et lancer sa contre-offensive ?

Un début de réponse pourrait se trouver dans l'interprétation que nous fit une personne proche du groupe des « douze » : « *Les États-Unis ne pouvaient pas se débarrasser de Somoza pendant l'insurrection. Si le dictateur tombait à ce moment-là, ce n'aurait pas été le résultat d'une négociation, mais simplement le triomphe du FSLN. Les États-Unis ont essayé de faire d'une pierre deux coups : utiliser Somoza pour affaiblir le FSLN au moyen de l'action militaire, ensuite se retourner contre lui pour les atrocités commises par la Garde Nationale et destabiliser le dictateur... Ce qui est arrivé n'est pas une défaite populaire. Il se passera cependant un certain temps avant de pouvoir reprendre l'initiative militaire, bien que la pression politique, les grèves et probablement les mobilisations continuent. Somoza est plus isolé que jamais et manque d'appuis, sauf la Garde. Les États-Unis ont besoin de temps et de certains changements dans le rapport des forces politiques pour liquider Somoza sans mettre en péril la structure actuelle de l'État du Nicaragua qui garantit ses intérêts. Il ne faut pas oublier que la Garde Nationale qui a permis à Somoza d'écraser l'insurrection, est une créature du Pentagone et du Département d'État et que l'essentiel de la politique nicaraguayenne, y compris les activités de la Garde Nationale, se planifie depuis cinquante ans à l'ambassade des États-Unis à Managua* ».

L'embarras de Washington

Un fait important et passé inaperçu semble renforcer une telle interprétation. A la fin août, le Fonds Monétaire International rejetait une demande de crédit « stand-by » faite par Somoza devant la très grave crise économique que traverse le pays. Début septembre, le FMI rejetait une demande de crédit du Fonds compensatoire des exportations. Pourtant, ce mécanisme de crédit est pratiquement automatique et n'importe quel membre du Fonds Monétaire peut y avoir recours sur simple présentation d'une demande justifiée. Un tel refus est exceptionnel dans l'histoire du FMI et semble émaner directement de pressions exercées par le président du Fonds, Robert Mc Namara. Si fin octobre, lors de la prochaine réunion plénière du FMI, la demande nicaraguayenne est à nouveau rejetée, cela pourrait alors être le signe que les États-Unis ont décidé la chute de Somoza.

Il est évident que ce qui a primé à Washington c'est la peur de la « cubanisation ». La politique de contre-insurrection a été appliquée à plein, non en opposition mais en complément nécessaire de la politique dite « pour la démocratie et les droits de l'homme ». La préoccupation centrale de Washington est actuellement d'éviter une propagation de « l'exemple » nicaraguayen dans les pays environnants. La stabilité de la région passe par une normalisation au Nicaragua, le déplacement de Somoza. La pause actuelle, après l'insurrection et la contre-offensive de septembre, offre aux États-Unis leur dernière opportunité d'empêcher que leur fantasme ne prenne corps : un triomphe des forces populaires nicaraguayennes sous la direction du FSLN. ■

Carlos A. Gabetta

* Les « Bérets noirs » comprennent des mercenaires américains, vietnamiens et cubains. Ils ont été entraînés par le mercenaire américain Michael Echanis qui aurait disposé, pour le recrutement et l'entraînement, d'un fonds de six millions de dollars. Echanis a péri dans un attentat contre un hélicoptère piloté par le général Alégret de la Garde Nationale. Les témoins affirment que l'appareil a explosé en plein vol. Selon des sources proches du FBI, les fonds d'Echanis proviendraient en partie d'entreprises américaines ayant des intérêts au Nicaragua.

Le « lobby » pro-Somoza (cf. Urgent AMÉRIQUE LATINE n° 2) au Congrès américain, dirigé par le député Wilson (Texas) et John Murphy (New-York) a fait circuler une lettre signée par 78 députés demandant au président Carter le changement de sa politique tracassière envers Somoza et de le reconnaître comme un vrai allié des États-Unis.

L'itinéraire du front sandiniste

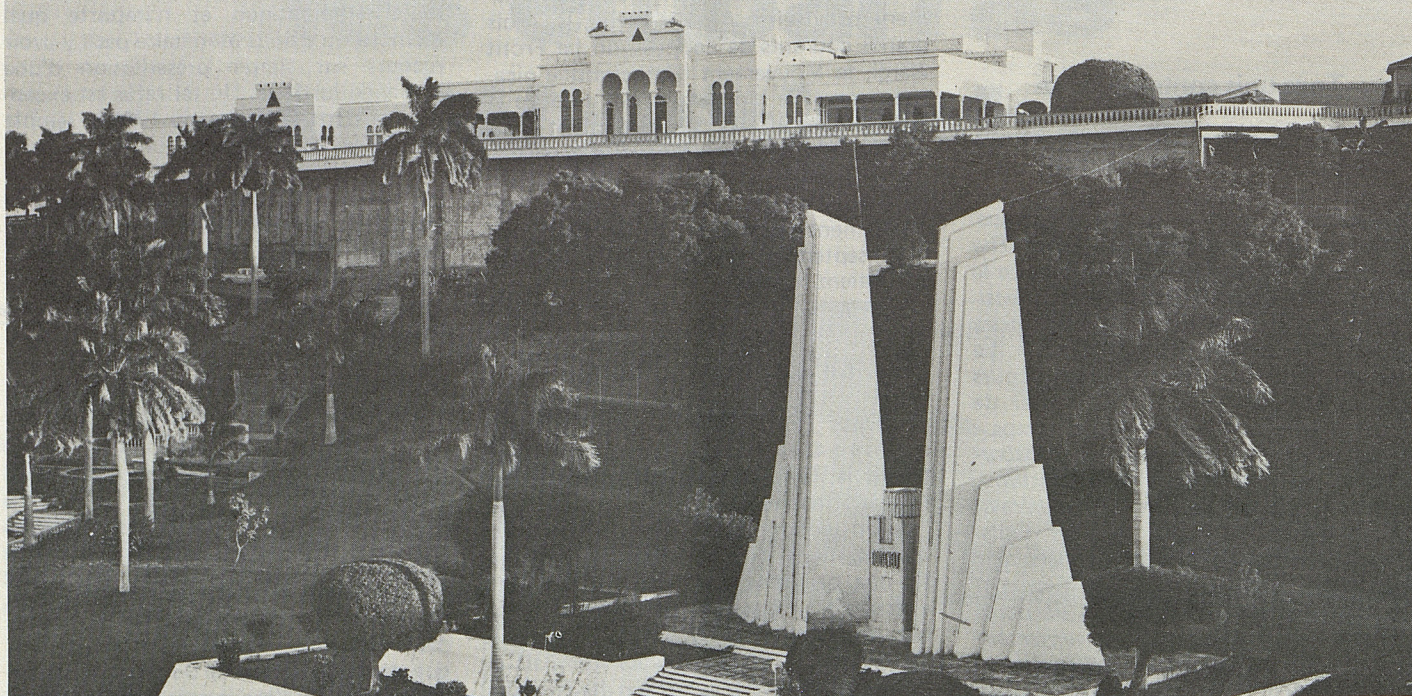


Photo : Cl. B. Levenson

La forteresse « Somoza »

Les événements du Nicaragua ont mis le Front Sandiniste sur le devant de la scène politique mondiale. L'un de ses fondateurs, Tomas Borge, qui figurait parmi les détenus politiques libérés à la suite de l'assaut au Palais National de Managua, en août dernier, fait le récit de son itinéraire. Il se confond avec celui de la trajectoire du Front.

Il est 9 h 30 ce mardi 22 août 1978. Tout est calme autour du Palais National de Managua. Les gardes en faction regardent passer les fonctionnaires et le petit peuple de Managua qui vient chercher des papiers ou régler des impôts.

Car le Palais n'est pas seulement le congrès dérisoire dominé par les députés du Parti Libéral au pouvoir avec le clan Somoza depuis quarante trois ans, mais abrite également les bureaux des ministères des Finances et de l'Intérieur.

11 h 30. Plusieurs camionnettes militaires s'arrêtent devant une des portes du palais. Vingt hommes en descendent très normalement. Ils portent l'uniforme

vert olive de l'école d'infanterie. Celui qui est en tête crie aux gardes : « *Attention, voilà le chef !* ». Le « chef », c'est Anastasio Somoza Debayle, dictateur du Nicaragua. Les gardes sont aussitôt désarmés, et dans un ordre parfait, les hommes et femmes du commando investissent le bâtiment. Tous les députés et les ministres sont pris en otage. Les membres du commando recouvrent alors leur visage du foulard rouge et noir du Front Sandiniste de Libération Nationale. L'opération a duré trois minutes.

Le commando dicte ses conditions : la libération de tous les détenus politiques. La publication dans le pays d'un long communiqué du FSLN. Une rançon de dix millions de dollars et un avion avec des sauf-conduits pour le Panama, le Venezuela et le Mexique. Parmi les prisonniers libérés se trouve l'un des fondateurs du Front : Tomas Borge Martinez.

L'enfer de Borge avait commencé le 4 février 1976, le jour de sa capture par la Guardia nacional. Pendant six mois ses amis le donnaient pour mort. Sa disparition a permis à la dictature de

le torturer sans répit pendant quatre-vingt-dix jours. C'est le 12 août seulement de la même année qu'il réapparaît pour la première fois publiquement.

Le procès sera pour lui l'occasion de rendre publique, pour la première fois, l'histoire du Front Sandiniste.

En 1959, lui-même, Carlos Fonseca et deux autres forment au Costa-Rica un groupe révolutionnaire appuyé par l'importante communauté nicaraguayenne qui y réside. Tandis qu'à l'intérieur du pays surgit la Jeunesse Patriotique Nicaraguayenne et qu'à la même époque se crée au Venezuela le Front Unitaire Nicaraguayen. C'est dans ces groupes que se recruteront les militants qui jetteront plus tard les bases du FSLN.

L'épopée de Sandino

La victoire de la guérilla castriste éclate comme une onde de choc dans toute l'Amérique latine. Le Nicaragua a connu lui aussi de nombreuses tentatives

avortées depuis l'assassinat de Sandino en 1934. Mais Augusto Cesar Sandino, resté dans l'histoire sous le nom de « *Général des hommes libres* », est plus qu'un simple patriote qui, avec son armée de paysans et d'ouvriers, avait chassé les Américains après sept ans de lutte. En inventant des méthodes de guérilla révolutionnaire, en distribuant des terres et en rendant justice aux paysans, il devait marquer profondément son pays. Un an après le départ du dernier « marine », Anastasio Somoza, père de l'actuel dictateur, l'assassinait avec ses partisans.

Et celle de Fidel Castro

Quelques mois après la victoire de Fidel Castro, Tomas et quelques autres (dont Fonseca et Noel Guerrero) se retrouvent à La Havane. « *Ce n'est qu'après l'invasion de la Baie des Cochons que les Cubains décident de nous donner un entraînement militaire plus poussé. Nous étions les premiers Latino-américains à recevoir ce type d'instruction* — (il faut rappeler que c'est à partir du Nicaragua que l'invasion de Cuba avait été organisée).

Retour au pays

Borge se retrouve ensuite au sud du Honduras. « *Nous étions venus explorer la région de Piedra Gata. C'est là qu'on a eu la surprise de rencontrer Harold Martinez, Eden Pastora et d'autres qui s'étaient réunis aussi avec l'idée d'envahir militairement le pays. On leur proposa d'unir nos efforts. A l'époque, la conception du rôle que devait jouer la direction révolutionnaire était encore très primitive... je me souviens que Martinez proposa que le chef soit celui qui avait le plus de résistance physique... Notre chef devint le colonel Santos Lopez qui avait acquis une grande expérience militaire pendant la guerre sandiniste... Nous étions alors une soixantaine* ».

Analysant cette période, Carlos Fonseca dira plus tard que le « travail de conspiration » l'emportait sur le travail politique et les rapports avec la population. En outre, les futurs cadres de la guérilla entretenaient encore l'illusion de s'allier le Parti communiste du Nicaragua (le P.S.N.), et d'avoir une unité d'action avec lui.

Naissance du FSLN

L'année 1962 marque un tournant. L'ensemble des groupes dispersés dans le pays et régulièrement décimés se donnent une direction. Le Front Sandiniste de

Libération Nationale est né. Les opérations sur les petites garnisons de Rio Coco et Rio Bocay dans le nord du pays, cette même année, constitue le baptême du feu du FSLN. Elles se soldent toutes les deux par un échec militaire et des scissions internes. Nous sommes en pleine période foquiste. Le FSLN applique mécaniquement l'expérience cubaine à une époque où Che Guevara s'appête à faire ses premières armes sur l'Altiplano bolivien. « *La pratique nous a démontré, dit Borge, qu'il était impossible de développer une armée révolutionnaire en s'appuyant sur la thèse du foyer de guérilla. Nous méconnaissions le terrain... n'ayant plus aucun objectif défini, nous sommes repassés au Honduras* ».

La traversée du désert

Le gros de la troupe est capturé ; les rescapés rentrent clandestinement au Nicaragua. Le FSLN ne montera aucune opération militaire importante pendant quatre ans. En 1964, Borge organise clandestinement des comités de quartier et le FSLN crée un front de gauche avec le PSN et le groupe « Mobilisation républicaine ».

La présidence de René Schick (1963-1966) préparée par le clan Somoza affaiblit temporairement la lutte contre la dictature. L'effet cubain s'efface davantage encore. Dans la campagne, les camarades de Borge commencent un travail d'organisation au sein des paysans. Mais le FSLN ne saura pas profiter réellement de cette période pour accumuler ses forces. L'organisation manque de cadres et l'absence de base militaire empêche la formation de nouveaux cadres et la relance des combats.

Dans les villes, le travail d'agitation du FSLN reste faible et les cadres urbains estiment que c'est le PSN qui prend toutes les initiatives. Les élections de 1967 et la volonté du Parti communiste d'y participer provoque une rupture dans les rapports FSLN/PSN. L'organisation prépare alors une relance de l'activité militaire.

Pancasan

Borge, Fonseca, Pablo Ubeda et quelques autres se retrouvent alors dans la région de Matagalpa. Un camp militaire est établi à Pancasan après un travail effectué auprès des paysans. Fonseca, alors chef de l'état-major du FSLN, estime qu'il faut développer avant toute chose un travail d'implantation très large dans la « population locale ». Mais les tendances foquistes l'emportent encore une fois au sein du groupe.

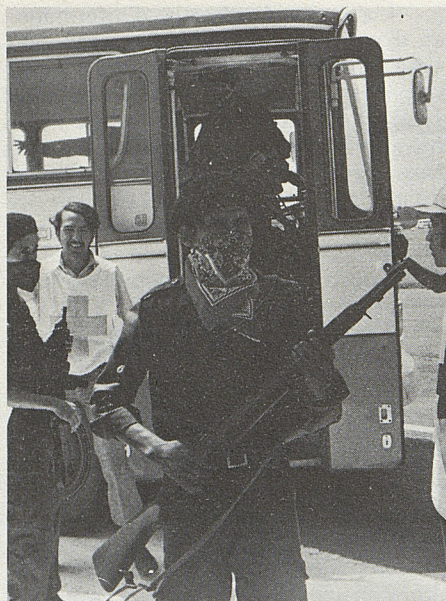
L'absence de réseaux d'information et d'approvisionnement, de travail politique prolongé, d'armements et d'entraînement militaire mène à un nouvel échec et provoque un nouveau repli. Le FSLN maintient seul les opérations militaires nécessaires à la survie de l'organisation et décide de développer une stratégie nationale. Une dizaine de ces hommes et femmes retournent de nouveau à Cuba. Borge est nommé responsable du groupe. Nous sommes en 1967.

C'est à La Havane qu'apparaissent les premières divergences. Fonseca et ses lieutenants sont contestés par les frères Vargas et Francisco Rosales qui estiment qu'il faut écarter la direction historique pour introduire des responsables de formation marxiste plus orthodoxe. Borge fait alors, devant ses juges militaires, une remarque qui anticipe déjà sur l'état des rapports entre les Sandinistes et la direction cubaine : « *Ces divergences ont été détectées par le service d'intelligence cubain. Cuba, qui prenait dès cette époque, des positions circonspectes par rapport au soutien aux mouvements révolutionnaires d'Amérique latine à Cuba, nous a alors restreint son aide...* ».

La clarification (1967 - 1972)

En janvier 1967, la campagne électorale s'achève de façon dramatique. Anastasio Somoza, troisième de la dynastie, est très nettement en perte de vitesse devant le candidat d'opposition Aguerro. Les derniers meetings ont lieu une semaine avant le scrutin. Somoza fait le sien en province. Aguerro rassemble des milliers de manifestants à Managua et leur propose de marcher sur le Palais National. Il sait pertinemment que le scrutin du dimanche suivant sera truqué et il a pris contact avec certains éléments de la Guardia Nacional. Des francs-tireurs seront même postés sur les toits. Mais le coup d'État, dernier d'une longue liste de tentatives avortées de l'opposition, échoue. La guardia ouvre le feu sur les manifestants. Le massacre fait plus de trois cents morts.

Somoza reprend donc le pouvoir dans un pays où l'opposition traditionnelle est totalement discréditée. Ce vide politique est mis à profit par le Front Sandiniste qui recrute des militants et s'organise en profondeur, notamment dans les régions montagneuses du nord et du centre. Pourtant, les difficultés s'accroissent rapidement entre les militants engagés dans les opérations armées de la montagne et ceux qui évoluent en milieu urbain. Un débat s'amorce sur la question du travail politique et de la lutte armée. Il est partiellement sanctionné



Gamma

Le réveil de Sandino.

dans les forêts boliviennes par la mort de Che Guevara, abattu au cours de cette même année (octobre 1967).. A la réponse systématique, aux massacres de paysans soupçonnés de sympathiser avec la guérilla, à la misère qui sévit dans le pays tout entier, s'ajoute un malheur plus grand encore : le 24 décembre 1972 Managua est rasée par un tremblement de terre. Quinze mille morts, des centaines de milliers de sans abris.

Les subsides financiers de la solidarité internationale iront directement dans les caisses de Somoza.

Tomas ne parle guère de cela dans la salle du tribunal. Mais il évoque la création, pendant cette période, d'écoles d'entraînement militaire et la préparation d'une opération spectaculaire qui ramènera deux ans plus tard le Front Sandiniste sur le devant de la scène politique.

Le 27 décembre 1974, J.M. Castillo ancien directeur de la Banque Nationale, offre un cocktail à l'ambassadeur américain. Le Front séquestre une vingtaine de personnes appartenant au gratin de la classe somociste. Il obtient ainsi la libération d'un groupe de détenus politiques des saufs-conduits pour quitter le pays, une forte somme d'argent et la publication dans la presse nationale d'un communiqué. Militant clandestin, Tomas Borge ne se doutera pas que le scénario qu'il avait imaginé alors pouvait se répéter 4 ans plus tard, à une toute autre échelle, et permettre sa propre libération.

Mais en 1974, c'est la première fois qu'un Somoza cède de la sorte au FSLN. Le dictateur rétablit la loi martiale, impose une censure féroce. Les cours militaires vont fonctionner pendant 3 ans. Arrestations, assassinats, tortures, viols, pillages se multiplient dans les régions du

nord où le Front Sandiniste bénéficie de la sympathie active des paysans.

L'éclatement des tendances

C'est dans ce contexte que les contradictions internes du Front vont déboucher sur l'apparition de tendances constituées. La répression acharnée qui fait suite à cette prise d'otages relance en effet le débat sur la question des opérations armées. Certains militants, et notamment des cadres politiques urbains, parlent pour la première fois « d'aventurisme militaire » et critique ouvertement les thèses de la Guerre Populaire Prolongée que le FSLN avait fait sienne dans la foulée des événements du Vietnam. Borge explique que ces militants estimaient alors que « cette guerre était seulement valable lorsqu'il y avait agression par un pays étranger ». Ces derniers reprochent également à la Direction Nationale d'avoir sous-estimé le rôle de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire. En 1975 ces militants « Prolétaires » (FSLN/Tendance Prolétaire) quittent l'organisation mais conservent le sigle FSLN.

Arrêté en janvier 1976, Borge ne suivra pas directement l'évolution de son organisation. Les unités militaires de la montagne connaissent surtout depuis 1975 une paralysie croissante due au harcèlement sans relâche de la Garde Nationale. La guérilla isolée de ses appuis dans les villes perd pratiquement toute efficacité politique. C'est indiscutablement une période repli que les adeptes de la thèse de « guerre prolongée » ont du mal à identifier. Leur stratégie à long terme les fait finalement parler « d'accumulation des forces » là où il n'y avait en fait que stagnation et même recul.

Certains militants commencent alors à critiquer ces positions défensives et proposent de briser l'encercllement des zones de guérilla en lançant des opérations militaires au cœur des villes. Il s'agissait de provoquer une dispersion des forces de répression mais surtout par des actions audacieuses de réveiller l'esprit insurrectionnel de la population et de réaffirmer ainsi la présence politique du Front.

Fidèle aux thèses historiques du FSNL, c'est-à-dire à celle de la « guerre populaire prolongée », une partie de l'appareil estime que ces critiques conduisent à l'aventurisme sur un plan militaire et à l'opportunisme politique. A partir de 1976, en effet, la crise économique accélère les recompositions politiques au sein de la bourgeoisie dont l'opposition au clan au pouvoir se précise. L'avènement de l'administration Carter et la politique des droits de l'homme crée en outre

un climat international nouveau, qui fait illusion un moment. Au Nicaragua il provoque une réactivation politique de l'opposition traditionnelle qui espère trop vite qu'elle va pouvoir mettre sur pied une solution de rechange à Somoza avec l'appui de Washington. La bourgeoisie apparaît ainsi plus divisée que jamais, une grande partie passant franchement à l'opposition. Ainsi, les mêmes qui critiquaient depuis deux ans l'immobilisme militaire de la guérilla en venaient à imaginer la possibilité réelle de créer une large alliance d'opposition qui, à la manière d'un Front National, permettrait d'abattre l'ennemi principal : le clan Somoza.

La stratégie de l'insurrection

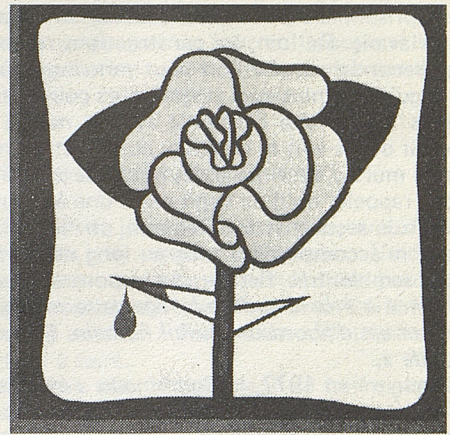
Pendant deux ans les débats font rage dans l'organisation. Ces nouvelles conceptions sont farouchement attaquées par les amis de Borge qui estime que les divisions au sein de la bourgeoisie restent superficielles et qualifie de « tentation opportuniste » l'alliance proposée en direction de l'opposition modérée.

Finalement, le conflit conduit à une scission au cours de l'été 1977. Les partisans de la nouvelle conception du travail militaire et de la création d'un front antisomociste sont qualifiés de « terceristes » puisqu'ils définissent une troisième position. Eux-mêmes préfèrent se dire partisans de « tendances insurrectionnelles ». Les opérations contre la caserne de Masaya, en octobre 77, celles de Rivas et de Granada pendant la grève de février, l'occupation, le 22 août dernier, du Palais National, puis le soutien à la création du Front Ample d'Opposition en juillet dernier, comme les contacts effectués auprès du Venezuela, du Panama et de l'ensemble des forces progressistes de l'Amérique latine : autant d'éléments qui font partie de la stratégie insurrectionnelle terceriste.

Les événements de septembre dernier ont démontré le soutien populaire du FSLN. Ce soutien est le fruit de vingt ans de combat clandestin. Les organisations syndicales, étudiantes et professionnelles, les comités de quartiers où sont présents les militants sandinistes des trois tendances ont joué un rôle déterminant dans le soulèvement du 9 septembre. L'union au sein des Comités de Résistance a atténué les problèmes sectaires. La stratégie insurrectionnelle peut renouer demain avec la thèse de la guerre populaire prolongée à laquelle Borge est resté attaché, mais cela n'est pas seulement un problème interne d'organisation. Si les États-Unis abandonnent Somoza, d'autres stratégies sont alors possibles. ■

Céline RENNEY

y-a-t-il des prisonniers politiques à Cuba ?



A partir de 1960, la Révolution cubaine a été le phare qui guidait les jeunes générations latino-américaines. L'épopée de Fidel, du « Che » et des autres barbus de la Sierra Maestra enflamma les esprits et les cœurs de milliers de personnes qui voyaient se concrétiser à Cuba le rêve de libération des peuples d'Amérique latine du joug de l'impérialisme et de ses suppôts locaux. Ce fut l'époque d'un immense mouvement de masse sur l'ensemble du sous-continent.

Pour la gauche européenne, à partir d'une réalité diamétralement opposée, la Révolution cubaine fut aussi un souffle vivifiant. Enfin, un peuple confondu avec son avant-garde ! Enfin, un exemple de vrai internationalisme prolétarien ! Regardez comment un peuple peut faire une révolution sans avoir de parti, de bureaucrates ni d'appuis internationaux ! Le vieux rêve anarchiste qui sommeille en tout homme de la gauche européenne se remettait à flot avec la première vague des débuts de l'aventure cubaine.

Mais le « foyer » fut vaincu où, selon le modèle cubain, on avait essayé de l'implanter en Amérique latine. Vint ensuite la succession de coups d'États dans tout le Cône-Sud et la contre-offensive impérialiste dans toute l'Amérique latine. A travers l'organisation des États américains, les USA décidèrent le blocus total de l'île de Cuba. La CIA organisa toute une série d'attentats rocambolesques contre les dirigeants cubains¹. Des mercenaires, payés par les États-Unis, débarquèrent à Playa Giron et dans la Baie des Cochons. En 1962 se produisit la fameuse « crise des fusées »² qui mit la paix mondiale en péril. L'Union Soviétique acceptait de retirer ses missiles contre une promesse américaine de non-invasion. Le Parti Communiste Cubain était créé, les liens se resserraient entre la nouvelle République Socialiste et l'Union Soviétique. Le gouvernement écrasait les derniers foyers d'opposition intérieure et abandonnait son intention d'exporter le « modèle » dans d'autres pays latino-américains. Dix ans après le triomphe de la révolution, le « Che » mourait en Bolivie et les Cubains vivaient toujours avec des cartes de rationnement. La réalité montre tant aux militants latino-américains qu'européens, qu'aux sympathisants de la révolution cubaine, et aux Cubains eux-mêmes, que les rêves mettent du temps à se réaliser, qu'on ne passe pas de l'enfer au paradis d'un coup de baguette magique, mais avec beaucoup d'efforts et de travail, à travers un processus difficile et contradictoire.

Cette brève et chaotique introduction nous a paru nécessaire pour présenter le reportage de Patricia Lara sur les prisonniers politiques cubains. Ce rapide survol des faits

et de leur signification pour des millions de Latino-américains et Européens, rappelle que le réel est la juste mesure des espérances et des déceptions.

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, aborder le thème des prisonniers politiques à Cuba est difficile et dangereux. La rédaction d'Urgent AMÉRIQUE LATINE étant décidée à n'éviter aucun sujet, ce reportage est devenu le centre de ce numéro. Plusieurs pages étaient à éviter : laissant de côté les grossières calomnies de l'anti-communisme militant, se garder de la fausse « objectivité » humaniste qui conduit à confondre tous les événements de l'histoire dans un même sac et à dire que tous les chats sont gris, et des concessions partiales ou sentimentales qui conduisent à ne pas appeler un chat, un chat.

Les prisonniers cubains sont-ils des prisonniers « politiques » ou « contre-révolutionnaires » ? Y a-t-il des prisonniers d'opinion à Cuba ? Quels sont leur traitement et leurs droits ? Ce dossier ne prétend pas répondre à toutes les questions. Il cherche seulement à aborder le thème à partir des faits et non des présomptions. Patricia Lara a visité une prison cubaine et rapporte ici ses conversations avec trois « politiques » et un « droit commun ».

Nous avons cru utile d'ajouter à ce reportage l'opinion d'Amnesty International, exprimée dans son rapport de 1977. Les lecteurs pourront rapprocher les chiffres et les faits. Nous avons aussi inclu dans ce dossier les observations de l'écrivain colombien Garcia Marquez sur l'existence ou l'inexistence de cas de torture à Cuba et l'attitude du gouvernement cubain devant la campagne internationale qui s'est développée contre lui à propos des prisonniers.

Enfin, nous avons donné la parole à Fidel Castro, en reproduisant les déclarations qu'il a faites, en septembre dernier à La Havane, au cours d'une entrevue avec Dominique Baudis pour TF 1, qui fut diffusée par cette même chaîne en décembre. Fidel Castro s'explique longuement sur les prisonniers « contre-révolutionnaires » et les problèmes posés par la défense de la révolution.

1. Cf. un rapport d'une commission spéciale du Sénat américain sur les activités de la CIA. Fidel Castro a lu en partie ce rapport dans son *Rapport central du premier congrès du PCC*, édité par le PCC, La Havane, 1975.

2. En 1962, le président Kennedy ordonna le blocus de l'île de Cuba par la flotte américaine. Des avions-espions avaient photographié des installations de missiles terre/terre et terre/air soviétiques. Après de fébriles négociations, Fidel Castro et Krouchtchev démantelèrent les installations et retirèrent les fusées.

Le *Combinado del Este*, prison qui abrite le plus grand nombre de prisonniers politiques à Cuba, se dresse dans la banlieue de La Havane. De loin, les constructions ressemblent à celles des écoles secondaires que l'on peut rencontrer à travers l'île : édifices réguliers à plusieurs étages, murs peints en bleu, gris et rose, couleurs en parfaite harmonie avec la nature tropicale environnante. Si on ne voit ni barreaux aux fenêtres, ni fil de fer barbelé, les trois murs d'enceinte et les quatorze postes de garde sont bien là pour rappeler qu'il ne s'agit pas d'une école mais d'une centrale.

Je suis reçu par le directeur, un lieutenant de trente-deux ans qui m'accompagnera tout au long de la visite. Le lieutenant Crespo semble très fier de ses responsabilités et avoue : « *J'ai commencé à être là-dedans à l'âge de seize ans. Pour moi, ce type de travail est d'abord un travail humain. Cela n'intéresse pas tout le monde* ».

Inauguré en 1977, le *Combinado* a été entièrement construit par les détenus (2 000 détenus dont 600 politiques — les prisonniers contre-révolutionnaires — comme on les appelle ici). Bâtiment administratif, caserne, hôpital, cuisines, réfectoires, terrains de sport (le seul lieu de rencontre des politiques et des droits communs, même si le régime pénitentiaire est identique pour les deux), blocs des politiques, des droit commun, des punis (tarif maximum de 21 jours), des préventifs (deux jours à six mois avant le jugement), pavillon conjugal, bâtiments culturels se distribuent géométriquement à l'intérieur de l'enceinte, séparés par des allées et des arbres. Des hommes, vêtus de treillis gris — l'uniforme — travaillent sur différents chantiers : la cafétéria, la boulangerie, la laverie, un atelier de préfabriqués pour le ministère de l'Éducation nationale, et les fondations du futur théâtre.

Les régimes pénitentiaires

Le système pénitentiaire cubain comprend trois régimes progressifs. Le passage de l'un à l'autre ponctue l'évolution des prisonniers. Le régime sévère autorise le détenu à ne recevoir de visite qu'une fois par mois et tous les quarante-cinq jours dans le pavillon conjugal. Le régime moyen permet des visites toutes les trois semaines et le pavillon conjugal, chaque mois. Le régime commun, dit de « période d'essai », autorise le détenu à prendre une permission de sortie de trois jours tous les quarante-cinq jours et à recevoir des visites tous les quinze jours. La nourriture est identique pour tous les prisonniers et le personnel militaire de garde et d'encadrement. La correspondance est illimitée mais passe par un bureau de censure. Les détenus qui acceptent le système dit de « réhabilitation », acceptent de travailler contre salaire dans les différents services de la prison (hôpital, cuisines, ateliers, etc.), les irréductibles, appelés les « plantés » (« plantados »), en majorité des politiques, refusent tout travail mais, comme les autres, peuvent pratiquer les activités culturelles ou sportives de leur choix. Il semble que la majorité d'entre eux étudient particulièrement l'anglais.

Dans leur majorité, les détenus « contre-révolutionnaires » ont plus de quarante ans ; ils appartiennent à la génération de la révolution.

Il y a actuellement à Cuba moins de deux mille prisonniers politiques — il y en avait vingt mille après l'invasion de la Baie des Cochons —. « *Peut-être il n'y en aurait plus un seul* », m'a dit un fonctionnaire du parti « *si ne s'était pas produit en octobre 1976 un attentat contre un avion de la Cubana de Aviacion qui a coûté la vie à soixante-seize personnes* »¹.

A partir de ce que j'ai vu et entendu de la part des prisonniers politiques et de droit commun que j'ai rencontrés, des soldats et des fonctionnaires avec qui j'ai parlé, rien ne permet de supposer qu'on torture, terrorise ou « psychiatrie » dans les prisons cubaines. Parler de « goulag tropical » à propos de Cuba

relève de la mauvaise plaisanterie. Tout semble être mis en œuvre pour que le droit des détenus soit respecté (les soldats affectés au système pénitentiaire reçoivent une formation spécialisée). Les prisonniers peuvent étudier, regarder la télévision, lire les journaux, pratiquer des sports et des activités culturelles, rencontrer leur femme et travailler contre un salaire. Le paradis ?... Non ! Il s'agit toujours de prisons et d'hommes en cage... Et quant à la durée des peines, la justice cubaine a la main lourde

Fernando de Rojas : « j'ai agi selon la conscience »

J'ai eu plusieurs conversations sans témoins avec plusieurs détenus du *Combinado del Este*. Celles que j'ai eues avec Fernando de Rojas Penichet m'ont beaucoup appris. Condamné à trente ans de réclusion pour avoir appartenu au Mouvement Révolutionnaire du Peuple (MRP) dont les objectifs étaient le renversement du gouvernement révolutionnaire et l'assassinat de Fidel Castro, Fernando de Rojas a déjà passé le tiers de sa vie en prison. Notre première conversation a eu lieu dans le parloir, sans grille ni box, en fin d'après-midi ; la chaleur y était insupportable. Fernando de Rojas, cheveux gris, yeux bleus, une tête de médaille, porte très bien ses 55 ans. « *Nous avons lutté contre Batista dans le Mouvement du 26 juillet, et nous étions très heureux que la révolution triomphe* », raconte-t-il, « *nous n'avions jamais pensé au communisme, seulement aux changements sociaux. Quand la révolution s'est déclarée marxiste-léniniste, nous ne l'avons pas acceptée et certain d'entre nous se sont organisés dans la clandestinité. Quelques militants du Mouvement du 26 juillet qui n'étaient pas d'accord avec la nouvelle orientation sont entrés au MRP* ». Le MRP devenu le mouvement clandestin d'opposition le plus organisé, commença la lutte armée par des vagues d'attentats, de sabotages, et la guérilla dans les montagnes de l'Escambray. « *Nous avons reçu un appui de la CIA* », reconnaît Fernando de Rojas, « *mais ils ne nous faisaient pas trop confiance, car nous refusions de nous soumettre à l'autorité de l'agent qui aurait été chargé de coordonner tous les mouvements contre-révolutionnaires* ». Le MRP a ensuite participé à la préparation d'un attentat contre Fidel Castro. Des coups de feu devaient être tirés de la fenêtre d'un appartement, à l'occasion d'un meeting... au dernier moment le terroriste prit peur et n'appuya pas sur la gachette. « *Je ne savais rien de tout cela* », dit avec amertume Fernando, « *les ficelles étaient tirées par Veciana — qui dirige actuellement à Miami le Mouvement Alfa 66, responsable de nombreux attentats contre des pêcheurs. Il paraît que c'est lui personnellement qui devait tirer sur Fidel Castro. Il a réussi à fuir avec la propriétaire de l'appartement* ».

Avant la révolution, employé en administration des affaires, étudiant à l'Université d'État de New-York (business administration, dit Fernando), il gagnait 480 dollars par mois². Après la révolution, il en gagnait six cents. Il travaille comme auxiliaire en projets techniques, au *Combinado* pour 163 dollars. Ses divergences avec le socialisme sont avant tout idéologiques, sur le plan pratique, sur les apports de la révolution, il est sympathisant. « *Je suis toujours catholique* », affirme-t-il, « *sans les désaccords philosophiques, je serais bien d'accord avec le socialisme* ». Je lui ai dit : « *Peut-être pourriez-vous être un catholique socialiste ou un socialiste catholique ?* », « *Peut-être* », répond-il en souriant.

De 1961 à 1968, Fernando de Rojas appartenait au groupe des « plantados » dont le membre le plus connu est toujours Huber Mattos. Que pense-t-il de Mattos, pour qui l'administration cubaine a refusé l'autorisation de rencontre ? « *Il pourra parler à son gré en novembre, quand il sortira de prison, sa peine sa peine une fois accomplie. Il est détenu ici, mais cela fait un*

bout de temps que je ne le vois plus ». Fernando de Rojas semble gêné, « je préfère ne pas parler de lui », dit-il pour couper court à cette question.

« A cette époque (1961-1968), il n'y avait pas la politique pénitentiaire d'aujourd'hui. Personne ne travaillait. Les gardiens étaient d'un niveau culturel assez bas et les prisonniers n'avaient qu'une idée en tête : les exaspérer ». Vous avez reçu à l'époque des mauvais traitements ? « J'ai seulement reçu deux fois un coup de plat de bayonnette. On appelle cette époque la « période du caleçon », car comme nous refusions l'uniforme que portaient les prisonniers qui avaient accepté la « réhabilitation », nous vivions en slip. Cela n'a pas toujours été rose. Il y a eu de nombreuses erreurs du côté des détenus et du côté du ministère de la Justice ».

Je compte dire la vérité

En 1968 commence une nouvelle politique en matière pénitentiaire, ce que Fernando Rojas appelle « le processus de rapprochement du ministère de l'Intérieur ». « Alors, nous avons eu droit à la télévision et au cinéma. Nous avons eu les journaux et avons pu rencontrer des gens du ministère. Nous nous sommes rendu compte peu à peu que les choses commençaient à changer, que les gens étaient plutôt contents de la révolution et de ses réalisations ». Les prisonniers politiques ont alors commencé à accepter la « réhabilitation », beaucoup refusèrent de participer à une grève de la faim et se rallièrent au plan progressif du gouvernement parce que personne ne leur imposait d'« assister à des réunions ou de participer à des manifestations en faveur du gouvernement ». En 1971, quand le nouveau plan a été rendu public, les ralliements ont été nombreux. Les prisonniers savaient que le régime s'était consolidé et qu'il n'y avait pas de retour en arrière possible. « Je ne suis pas communiste et aucune pression n'a été exercée sur moi pour que je le devienne. Ce qui importe, c'est l'amélioration des conditions de vie des gens. En apportant une aide au gouvernement, on y contribue ».

Fernando de Rojas a une sœur à Cuba. Elle a été « une mère pour lui » au cours de ces longues années. Quand il sortira, sa grande peine sera de l'abandonner. Elle ne veut pas quitter Cuba et lui a demandé à sa libération l'autorisation de partir en Géorgie (USA) pour y rejoindre sa femme et ses trois enfants. Il n'a pas vu ses enfants depuis dix-sept ans et sa femme depuis dix ans, mais il parle avec eux par téléphone tous les quarante-cinq jours, lors de ses permissions de trois jours. Il ne veut pas qu'ils reviennent à Cuba. « Ils ont déjà eu un choc en partant. Revenir en serait un autre. De plus, ils ne sont pas en condition de comprendre la réalité cubaine actuelle ».

Notre deuxième rencontre a eu lieu au cours de sa permission de trois jours. Nous avons parlé longuement, assis sur un banc, sur le merveilleux Malecon (promenade en bord de mer) de La Havane, comme de vieux amis.

« Travailler me fait psychologiquement beaucoup de bien. J'ai trouvé des stimulants intellectuels qui me permettent de m'en sortir. Environ deux cents politiques vivent dans le même régime que moi. Les « plantados » sont un monde à part qui ne m'intéresse pas... On a bien sûr essayé de me convaincre sur beaucoup de choses, mais on ne m'a rien imposé. Je pense coopérer avec la révolution. Quand je serai libéré, je compte dire la vérité sur les prisons à Cuba ; on a raconté des tas de mensonges et d'inventions à ce sujet, mais je ne pense pas avoir d'activité publique ». Fernando de Rojas se fait véhément : « Je ne veux pas voir mon nom mêlé à la campagne qui se développe actuellement à propos des prisonniers à Cuba. Les résultats sont contraires à ceux escomptés ». Je lui demande s'il pense aujourd'hui avoir commis une erreur en conspirant contre le régime au sein du MRP. « Je ne voulais pas que Cuba devienne communiste. C'est pour cela

que j'ai lutté. Il est absurde de parler d'erreur quand, comme je l'ai fait, on agit selon sa conscience ».

— « J'espère vous rencontrer un jour en Géorgie », lui ai-je dit au moment de la séparation. J'ai cru voir des larmes dans ses yeux.

Histoire de droit commun

Au *Combinado del Este*, je voulais aussi parler avec des droit commun. Parmi d'autres, j'ai rencontré Francisco Valdes Bermudez. Pancho, comme on l'appelle, est en prison pour escroquerie, purgeant déjà une autre peine, pour avoir imité la signature du « commandant en chef » Fidel Castro. Neuf ans de prison. Il lui en reste deux à faire.

En 1969, pour gagner vite de l'argent, il se fait « passeur ». Il offrait contre une forte somme une filière pour ceux qui voulaient quitter clandestinement l'île. Il sera dénoncé par un mari jaloux qui découvrira dans son pantalon, abandonné précipitamment en fuyant par la fenêtre, des papiers compromettants. Emprisonné et en régime de réhabilitation, Pancho, qui est musicien, voulait former un « Combo » (un groupe musical). Il fallait obtenir des instruments. « Ne t'en fais pas, dit-il au directeur de la prison, je m'en charge ». Il envoya une lettre au directeur de la Culture, Luis Pabon, assortie du paraphe bien imité de Fidel Castro, et pour faire bonne mesure, d'un faux tampon du Premier ministre. Malheureusement, Fidel Castro n'utilisant jamais de tampon sur les lettres qu'il signe, la supercherie fut découverte.

« C'était pourtant la façon la plus rapide d'obtenir la trompette, l'ampli et le saxo dont j'avais besoin », affirme Pancho. Il travaille aujourd'hui comme secrétaire à l'hôpital et dirige enfin le « Combato » de la prison. Pancho Valdes est catégorique : « Ici, je suis d'abord une personne avant d'être un prisonnier ». Il compare, ayant été trois ans et demi incarcéré sous Batista, toujours comme droit commun : « La prison ce n'est plus comme avant. Si vous travaillez, vous êtes payé. Avant, vous deviez construire la maison du colonel ou du capitaine pour des prunes ». Avant la révolution, Pancho était nerveux appointé (350 dollars par mois) dans « L'Union insurrectionnelle révolutionnelle » du sénateur du Parti Authentique Miguel Suarez Fernandez. Les « petits travaux » consistaient entre autres à séquestrer des opposants pour obtenir la majorité des voix dans certaines réunions politiques.

David Salvador

En avril dernier, la revue espagnole *Cambio 16* publiait un article fracassant sur le « goulag tropical ». Elle « révélait » entre autres le nom de deux anciens du Mouvement du 26 juillet toujours emprisonnés pour s'être opposés, il y a dix ou douze ans aux orientations prises par le gouvernement de Fidel Castro. Il s'agissait de David Salvador, ex-secrétaire général de la Centrale des Travailleurs de Cuba, et de Victor Mora, ex-commandant de l'armée rebelle. L'un est sorti de prison il y a neuf ans, et l'autre depuis un an. Je les ai rencontrés, entourés de leur famille, à leur domicile respectif de La Havane.

Secrétaire général de la CTC, David Salvador, arrêté et torturé par l'armée de Batista pour avoir organisé l'appareil clandestin ouvrier à La Havane et à Camaguey, a vécu quelques mois de lutte aux côtés de Fidel Castro dans la Sierra Maestra.

Après un différend avec le ministre du Travail, il renonce à son poste après le triomphe de la révolution et fonde une organisation clandestine d'opposition. Arrêté et jugé, il passera huit ans en détention parmi les « contre-révolutionnaires » et les

« plantados ». Libéré depuis neuf ans, David Salvador déclare vouloir être utile à la révolution et demande qu'elle lui fasse confiance. « *Je crois qu'après avoir été un conspirateur, on ne peut plus être membre du parti ou avoir des responsabilités importantes* ». Pourtant, David Salvador ne veut pas s'expatrier. « *Cela ne m'intéresse pas, dit-il, je suis avec la révolution. Pourquoi partirais-je, pour avoir un poste que je ne peux pas avoir ici ? Je ne veux pas être un exilé politique. Ici, j'ai ma famille, ma maison, mon travail. Je ne partirais que si cela était utile à la révolution cubaine, je voudrais aller me battre en Afrique³ pour prouver et démontrer qu'on peut toujours avoir confiance en moi* ».

Il n'est pas pour autant d'accord avec tout. « *Non, dit-il, les pannes de lumière me rendent malade. Je trouve exhorbinant que les cigarettes valent 1,60 et 2,40 dollars le paquet. Ma femme et moi dépensons quatre dollars chaque jour en cigarettes, c'est trop pour un revenu modeste. Elles devraient coûter au maximum 0,40 dollar le paquet. Bien sûr, je sais, il y a l'exportation, le besoin de devises... c'est vrai, mais ça n'empêche pas que les cigarettes devraient coûter moins cher* ». David Salvador formule des critiques de fond : « *Les gens devraient avoir davantage le droit de s'exprimer. Non pas pour savoir si le régime socialiste doit continuer, tout le monde ici est pour, mais avoir le droit d'exprimer leurs désaccords sur certaines mesures de politique intérieure ou économique. En cela, les Pouvoirs populaires ont été une bonne chose ; malheureusement, ils ne se réunissent que de temps en temps. Il faudrait multiplier les canaux d'information et de communication, le gouvernement connaîtrait ainsi des choses qui ne lui parviennent jamais* ».

Nous sommes assis dans la pièce principale de sa maison. Sa petite fille de cinq ans grimpe sur ses genoux, refusant d'aller dormir. « *Elle veut être pionnière et parle tout le temps du 26 juillet* ». Son fils aîné, 29 ans, est au PC. David travaille à la planification dans une usine d'engrais organiques ; Zoila, sa seconde femme, épousée après sa sortie de prison, est employée dans une usine de confection. Dans une chambre se trouve la machine à coudre (elle trône généralement dans la pièce principale dans la majorité des intérieurs cubains) et un immense poster de « Che » Guevara. « *J'aimais beaucoup le « Che », me confie David, j'étais en prison quand il a été tué. On a proposé un échange de prisonniers contre sa dépouille. J'étais du nombre. J'ai refusé catégoriquement, dans une lettre à Fidel Castro, de devoir ma libération aux assassins du « Che » et que je préférerais rester en prison* ».

David Salvador m'assure avoir été plutôt bien traité durant sa détention : « *Assez bien d'une façon générale. Bien sûr, la prison n'est pas un lieu de plaisir !* ».

« *J'ai été arrêté pour avoir conspiré* », soupire-t-il. Ce récit lui coûte visiblement. Il se lève et allume une cigarette. « *Fidel a essayé de m'aider. Mais j'étais dans une situation trop difficile, trop de désaccords importants avec le ministre du Travail, Augusto Martinez Sanchez. Les gens du PSP (l'ancien parti communiste de Cuba) recevaient tous les postes de direction. Moi, je pensais que c'étaient ceux du 26 juillet qui devaient diriger, ayant été à la tête du gouvernement insurrectionnel. En fait, il y a eu beaucoup de sectarisme au niveau de la base, des deux côtés. Ce n'était pas le cas au sommet. J'ai cru que ceux du PSP voulaient complètement évincer ceux du Mouvement du 26 juillet. Je pense aujourd'hui qu'ils étaient de bonne foi. Pour eux, nous ne présentions pas de garanties idéologiques suffisantes. Nous, nous étions socialistes ou communistes si Fidel l'était. Ce n'était pas une attitude politique très consciente. Aujourd'hui c'est différent. Bon, j'avais vu des camarades courir des risques, certains mourir... je créais une organisation contre le gouvernement. J'ai été arrêté alors que je m'apprêtais à gagner le Mexique pour y chercher des armes. Mon groupe n'était composé que d'anciens du Mouvement du 26 juillet, il n'y avait aucun ancien soldat de Batista ni d'agent de la CIA. J'ai toujours refusé de re-*

voir les fonctionnaires de l'ambassade des USA ».

Prisonnier à Isla de Pinos et à la Cabana, l'ancien secrétaire de la CTC doit partager le sort des ex-membres de l'armée de Batista, ses tortionnaires. Cette promiscuité fut déterminante pour lui. « *Ces gens représentaient le contraire de ce qui était ma vie. J'ai compris là que, même si nos intentions étaient bonnes, en conspirant contre le gouvernement nous étions les alliés de ces gens-là. J'ai alors changé mon fusil d'épaule* ».

Depuis sa libération, David n'a jamais revu Fidel ou Raul Castro, mais il a rencontré Celia Sanchez, Faustino Perez et Marcelo Fernandez. « *Ils m'ont beaucoup aidé et conseillé d'aller revoir les camarades. Mais je me suis fixé comme règle que ne ne verrais personne qui ne serait venu le premier. Je ne voudrais pas que ma personne leur pose de problèmes. S'ils veulent de moi, je suis très heureux de les fréquenter* ».

Je suis sortie de chez David Salvador, le cœur serré. Les « erreurs » se paient cher !

Victor Morra, le « commandant » de toujours

Victor Morra, le « commandante » me reçoit dans sa maison de Maranao, à La Havane, sous une immense photographie, lui aussi, de « Che » Guevara. Le « Che » parle de lui, à propos du combat de l'Uvero dans « *Passage à la guerre révolutionnaire* ». Victor Morra en est très fier et me raconte des épisodes de la guerrilla aux côtés du « Che ». « *Un jour, ayant reçu des blessures légères, je demande au « Che » de me soigner, étant médecin. Il m'examine et... me donne de l'eau et du savon en me disant : c'est tout ce qu'il te faut* ».

Se refusant à faire des études correspondant à son grade, Victor est démobilisé en 1965. Il commence à faire de l'élevage. « *Quitter l'armée m'a traumatisé. La psychose de la guerre, confie-t-il, je voulais aller me battre, continuer la guerre au Venezuela. Fidel m'ayant refusé l'autorisation, j'ai alors décidé d'y aller illégalement, par mes propres moyens. C'est alors que j'ai été arrêté. Lors de mon interrogatoire, j'ai refusé de dire pourquoi je voulais partir* ». Il a été libéré il y a un an, après avoir passé neuf ans en détention, pour avoir essayé une deuxième fois de quitter Cuba lors d'une de ses permissions de trois jours⁴. « *En prison, j'ai eu un régime assez bien. Ma femme venait me voir quand je le voulais* ». Victor a aujourd'hui 54 ans, attend un poste et reçoit 150 dollars de l'État. Son fils aîné est lieutenant dans la police militaire et membre du parti ; sa fille travaille et étudie le français, son plus jeune fils termine l'école primaire.

Victor assure ne pas en vouloir à la révolution. « *Non, j'avais commis un délit, ce qui m'est arrivé est normal. Je sais de quoi je parle, il n'y a pas de comparaison entre la manière dont je vivais avant, un esclave qui gagnait 20 centimes par jour et maintenant* ».

« *Je me sens toujours le commandant Morra et j'ai demandé d'aller me battre en Afrique* »³.

Reportage et interviews de
Patricia LARA

1. L'équipe nationale d'escrime de Cuba périt tout entière dans l'attentat.
2. 1 peso cubain vaut 0,75 US dollar.
3. Pour beaucoup de Cubains, l'engagement volontaire pour l'Afrique représente un acte politique de grande valeur, dans la tradition de la Sierra Maestra. Une paysanne qui avait perdu son fils en Angola m'a dit : « J'ai beaucoup de peine, mais je suis fière que mon fils soit mort pour la libération d'un autre peuple ».
4. Sortir illégalement de Cuba signifie sortir clandestinement, sans passeport et sans autorisation préalable. La majorité des 800.000 Cubains exilés à Miami a quitté légalement Cuba.

Interview de Fidel Castro
réalisé à La Havane pour TF.1
par Dominique BAUDIS

D.B. — Vous avez déclaré récemment que Cuba comptait deux ou trois mille prisonniers politiques. Quelle est votre définition d'un prisonnier politique ? c'est-à-dire, d'un délit politique ?

Fidel Castro — Il y a sur ce point plusieurs doctrines, et je me souviens, lorsque j'étais étudiant en droit, que l'un des principaux auteurs... exprimait l'opinion que... et j'ai toujours partagé cette opinion, que le véritable prisonnier politique, c'est celui qui lutte pour des changements progressistes dans la société, parce que après tout, vous pourriez dire, par exemple, que les... que les membres de la Gestapo qui ont été condamnés en France ou dans d'autres pays, que les membres du tribunal de... qui ont été jugés par le tribunal de Nuremberg, étaient des prisonniers de droit commun, des prisonniers politiques, des révolutionnaires ? Et parmi tous ceux qui ont commis de grands crimes sous l'occupation en France et dans d'autres pays européens... qui ont assassiné en masse dans les camps de concentration... des citoyens de toutes les nationalités et... lorsque ces gens-là ont été arrêtés et jugés, pouvait-on les appeler des prisonniers politiques ? Je ne suis pas d'accord pour les traiter de prisonniers politiques, car c'étaient des gens qui avaient commis des crimes contre l'humanité, en réalité. C'est pourquoi nous, ici, nous avons eu un groupe de prisonniers, composé en grande partie de ceux qui avaient commis de grands crimes à l'époque de la tyrannie de Batista ; ils ont été jugés par les tribunaux révolutionnaires ; alors, ceux qui avaient été complices de la tyrannie, puis ensuite, nous avons eu de longues années de lutte contre les agressions des États-Unis envers notre pays... les États-Unis qui avaient organisé des agressions mercenaires, les envahisseurs de Jiron, comment pouvions-nous les appeler ? Des progressistes, des révolutionnaires, des prisonniers politiques ? Les... organisés par la CIA dans diverses régions de Cuba, pour lutter contre la révolution, pouvions-nous les appeler des prisonniers politiques ? Nous n'avons pas appelé les agents de la CIA, les saboteurs, nous ne les avons pas appelés des prisonniers politiques. Comment les avons-nous appelés ? Nous avons alors adopté une dénomination de prisonniers contre-révolutionnaires, et effectivement, au cours des premières années, la lutte a été très dure dans notre pays, je ne sais pas si... vous aurez vu... ce... ce reportage qu'a fait un journaliste nord-américain, et qui a révélé un grand nombre de données sur les activités secrètes des gouvernements des États-Unis contre Cuba, ce fut une lutte très dure contre les attaques-pirates, les agressions, les sabotages, la subversion, et il nous a fallu nous défendre. On ne pourra jamais imputer à la Révolution d'avoir assassiné un seul citoyen, d'avoir torturé un seul prisonnier, et j'aimerais savoir combien vous trouverez d'exemples de ce genre dans l'Histoire ; mais nous pouvons être fiers de dire que notre Révolution n'a jamais assassiné un citoyen, n'a jamais torturé ni frappé un seul prisonnier, et je vous affirme que cette... ce principe, cette politique ne connaît aucune exception, nous avons les lois révolutionnaires, les tribunaux, au cours de ces vingt... années de révolution, on ne peut parler d'un disparu ici. Les gars qui commettaient des délits contre la Révolution étaient jugés et sanctionnés par les tribunaux et devant les juges. Effectivement, à un moment donné, nous avons eu, non pas deux mille, mais plus de quinze mille prisonniers contre-révolutionnaires dans le pays. Et malgré cela, qui a libéré ces gens-là ? Certes pas l'impérialisme, ni ceux qui les avaient encouragés à entreprendre des activités contre-révolutionnaires, c'est la Révolution. Qui a libéré les envahisseurs de Jiron eux-mêmes ? Qui a trouvé la formule pour qu'ils soient remis en liberté ? Le gouvernement révolutionnaire lui-même qui... les avait condamnés... à des peines de prison ou au paiement d'amendes que nous avons obligé les États-Unis à payer. Par nos plans, par le travail, par l'étude, par le... un processus réellement humain de réhabilitation, la plus grande partie de ces gens-là est aujourd'hui en liberté. Je tiens à ce que vous sachiez que beaucoup de ceux qui ont travaillé pour la CIA, beaucoup de ceux qui ont porté les armes contre la Révolution, beaucoup de ceux qui ont organisé des attentats contre nous et les plan fomentés par la CIA ont été nombreux — beaucoup de ces gens-là, vous les rencontrez



aujourd'hui dans les rues, totalement libres. Nous en détenons aujourd'hui moins de 20 % qu'il y a quinze ans.

D.B. — Par exemple, un citoyen cubain qui... eh bien, qui ne... qui n'est pas d'accord avec... la Révolution, avec le socialisme, et qui, par exemple, commet un délit...

Fidel Castro — Dites-moi lequel.

D.B. — Par exemple...

Fidel Castro — Il met une bombe dans...

D.B. — Non,, non, non, non, je ne parle pas de terrorisme. Mais s'il imprime des papiers et les met dans les boîtes de ceux qui... un tout petit journal clandestin... eh bien, que lui arrive-t-il ?

Fidel Castro — Qu'est-ce qu'il prône ? Est-ce qu'il proclame le terrorisme ?

D.B. — Non, non, non...

Fidel Castro — ... la lutte subversive ?...

D.B. — Non, il dit par exemple qu'il n'est pas d'accord avec votre politique.

Fidel Castro — Qu'il dise qu'il n'est pas d'accord avec la politique,, il n'a besoin d'aucune feuille clandestine pour cela, il peut le dire publiquement dans une assemblée, devant un syndicat, dans la rue, n'importe où. Pourquoi aurait-il besoin d'une imprimerie clandestine ?

D.B. — Il peut le dire dans la rue ?

Fidel Castro — Bien sûr, il peut le dire dans la rue, il peut me le dire à moi, et on me l'a souvent dit : « Nous ne sommes pas d'accord avec ceci ou cela »... Pourquoi aurait-il besoin d'une feuille clandestine pour dire qu'il n'est pas d'accord avec la...

D.B. — Pour faire de la propagande.

Fidel Castro — Ah, bien. S'il fait de la propagande clandestine, et qu'il viole une loi, il ira devant les tribunaux, évidemment. S'il se met à faire illégalement ce qu'il peut faire légalement, eh bien, il viole la loi.

y-a-t-il des prisonniers politiques à Cuba

D.B. — Peut-on, par exemple, faire un journal qui... soit contraire à la Révolution ?

Fidel Castro — Non. On ne le peut pas. Tout simplement, notre... notre conception n'est pas la même que la vôtre. Ce n'est pas la conception de la France, et vous me demandez si on le peut, et je vous dis que non. Mais dans les journaux, voyez dans nos journaux, il y a des critiques très dures de telle ou telle chose, il y a de nombreuses critiques contre des tas de choses. Ce que nous n'avons peut-être pas suffisamment développé, c'est la critique publique, nous sommes peut-être malades de... du défaut qu'il n'y a pas assez de critiques dans les journaux-mêmes, mais ici, à qui peuvent appartenir les journaux ? Il n'existe pas, ici, de propriété privée. Une imprimerie est une propriété privée, une entreprise de presse est une propriété privée. Dans notre conception, les journaux appartiennent au peuple. Pour... pour avoir un journal, il faut être riche, parce que pour avoir un journal en France, ou aux États-Unis, ou en Italie, il faut avoir un capital pour pouvoir avoir un journal...

D.B. — Mais sans parler de journal, eh bien, comment un citoyen cubain peut-il manifester son opposition au socialisme et au communisme cubain ?

Fidel Castro — Je ne crois pas qu'il ait beaucoup de possibilités, réellement (incompréhensible), il n'a pas de journal, par conséquent

il ne peut le faire dans un journal ; il n'a pas d'armée, disons par exemple qu'il n'y a pas de Pinochets ici, il n'y a pas de chaînes de radio et de télévision pour déclencher une campagne de... de déséquilibre, comme on l'a fait au Chili, pourquoi a-t-on pu renverser le gouvernement d'Allende ? Parce qu'il n'a pu se défendre, parce que l'armée était aux mains de... de chefs réactionnaires, parce que la presse, la radio, la télévision étaient aux mains de réactionnaires qui, complices des États-Unis et de la CIA, avaient organisé leur campagne de déséquilibre du gouvernement d'Allende. Par conséquent, ils ont assassiné Allende, ils ont assassiné des dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, de femmes, ils ont torturé des dizaines de milliers de personnes, et je vous garantis que cela ne se passera pas comme cela à Cuba, parce que, comme le disait Lénine, une révolution ne vaut quelque chose que si elle est capable de se défendre. Et je peux vous affirmer que, d'une façon ou d'une autre, cette Révolution, sans commettre de crimes, ni d'injustices, ni de tortures, a été et est capable de se défendre. Nous avons vécu cette étape, typique de Cuba, et je ne sais si je la recommanderais pour les Français, mais je la crois très recommandable pour notre pays. Quelqu'un qui serait contre la Révolution, contre le socialisme et contre le communisme a très peu de chances d'avoir du succès à Cuba, et d'aller de l'avant, c'est comme cela que nous nous défendons.

L'opinion de Gabriel Garcia Marquez

L'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez est, selon ses propres paroles, « un ami du peuple et de la révolution cubaine ». Ce n'est un secret pour personne. C'est aussi un grand écrivain et un bon journaliste dont le talent et la renommée ne doivent rien aux Cubains.

La revue espagnole *Triunfo* a publié, en avril dernier, un article sur « *La cas Reynold Gonzalez* », un homme détenu durant quatorze ans à Cuba pour avoir conspiré contre le régime, et libéré en janvier 1978. Les opinions et les déclarations de cet écrivain et militant catholique cubain coïncident, dans leurs grandes lignes, avec celles des interlocuteurs de Patricia Lara. Garcia Marquez, qui écrit actuellement un livre sur la vie quotidienne à Cuba, donne dans *Triunfo* quelques précisions sur les traitements des prisonniers.

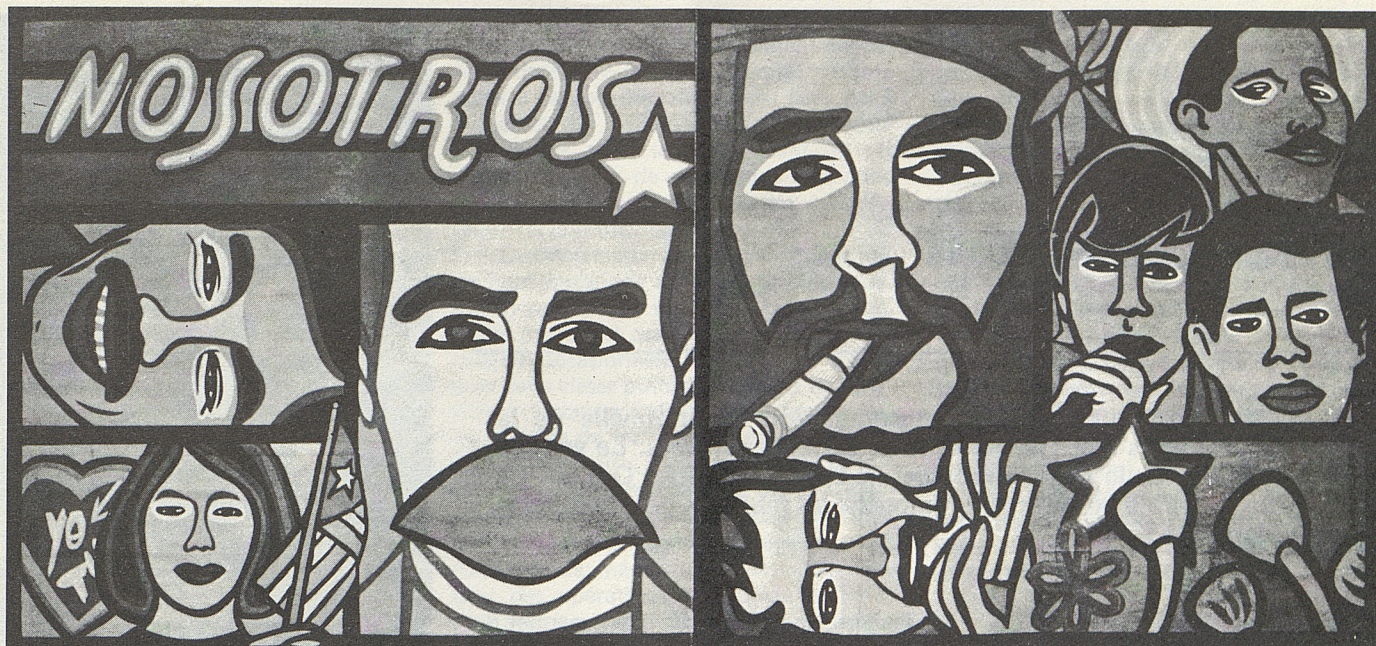
A propos de la torture, il écrit : « Si une chose provoque une grande indignation chez les Cubains, c'est qu'on dise qu'ils torturent leurs prisonniers. On a dit de tout sur Cuba, mais personne ne peut apporter de preuves qu'on y ait torturé un prisonnier. Dans le « *Codigo de la Sierra* » (« le code de la montagne »), devant l'horreur provoquée par les tortures pratiquées par les agents de Batista, est inscrit en toutes lettres que la Révolution ne torturera jamais personne. J'ai parlé avec beaucoup de gens, avec des prisonniers, j'ai essayé de vérifier, et je n'ai pas trouvé un seul cas de torture ».

En 1976, de nombreux indices laissaient supposer qu'une amnistie générale se préparait à Cuba. Il y eut alors, le 6 octobre, l'odieux et criminel attentat contre l'avion de la Cubana Aviacion, en provenance de Barbade et à destination de Cuba-Havane. « Un très important dirigeant avec qui je parlais de cette affaire, ajoute Garcia Marquez, avoua qu'un tel attentat commis par les anti-castristes pour empêcher l'amnistie, ne l'étonnait pas, et il ajouta textuellement : « Parce que sans ces prisonniers politiques, Cuba serait un régime totalement invulnérable ». C'est pourquoi, les propres ennemis de la révolu-

tion cubaine, hors de Cuba, ont énormément intérêt qu'il continue à y avoir des prisonniers politiques, en contradiction avec tout le bruit qu'ils font pour qu'ils soient libérés. Je crois, pour ma part, que les Cubains n'ont pas fait une bonne propagande concernant la libération des prisonniers. Vers 1961, quand eut lieu le débarquement de la Baie des Cochons, il y avait jusqu'à 20.000 prisonniers, qu'on pouvait considérer comme politiques, à Cuba. Dans une interview accordée à Barbara Walter, de NBC, il y a un an ou peut-être un peu moins, Fidel Castro donne le chiffre de 3.000. Et je crois que ce chiffre s'est considérablement réduit depuis lors, parce qu'ils libèrent des prisonniers en permanence, d'une façon silencieuse. Leur politique est de faire ces choses discrètement. Ils ont ainsi réduit le nombre de leurs prisonniers de vingt mille à quelque deux mille, et cependant, n'ont jamais exploité publiquement cela ».

L'écrivain colombien propose, à la fin du reportage, une sorte de morale de l'histoire :

« Les Cubains ne cèdent pas devant les ennemis de la révolution. Aucune des démarches entreprises pour faire pression politiquement ou journalistiquement sur Cuba, n'ont donné de résultats. Et j'ai l'impression que les Cubains sont très sensibles à la façon dont se formulent ces demandes. C'est-à-dire que toutes ces campagnes qui se font à l'extérieur, affirmant que la torture est pratiquée sur les prisonniers, que les droits de l'homme sont violés, etc., ne font qu'exacerber les choses. Leurs ennemis ont commis l'erreur de croire qu'ils pouvaient faire pression sur le gouvernement cubain. Parce qu'en réalité ils ne le font pas pour libérer les prisonniers, mais pour attaquer la révolution. Parce que maintenant, avec cette fameuse hypothèse à laquelle je n'avais pas pensé (que l'attentat de La Barbade a été commis pour empêcher qu'ils y ait une amnistie), on comprend plus clairement, s'il n'y avait pas de prisonniers politiques, qu'ils se retrouveraient sans arguments contre la révolution ».



Extraits du Rapport 1977 d'Amnesty International sur Cuba

Dans une interview télévisée retransmise par la BBC le 1er février 1977, Carlos Rafael Rodriguez, l'un des vice-présidents du gouvernement cubain, affirmait que les « contre-révolutionnaires » détenus ne pouvaient être considérés comme des prisonniers politiques, et que, par conséquent, il n'y avait aucun prisonnier politique à Cuba (« Nous ne les considérons pas comme des prisonniers politiques car à Cuba nous n'emprisonnons personne pour ses idées »). Cette déclaration ne concorde pas avec les opinions émises par diverses personnalités importantes du gouvernement cubain (y compris Fidel Castro, actuel président du Conseil d'État,) ni avec l'interprétation que donne Amnesty International aux informations dont elle dispose.

Étant donné la difficulté qu'il y a à obtenir et à vérifier les informations (voir le *Rapport annuel d'Amnesty International 1975-1976*), on ne peut estimer qu'approximativement le nombre des prisonniers politiques. Le chiffre de quatre à cinq mille avancé par le Rapport annuel 1975-1976 d'Amnesty International ne tient compte que des personnes que les autorités cubaines (et en particulier les tribunaux qui ont passé jugement) ont reconnues comme étant détenues pour des motifs politiques. Le nombre de ces prisonniers semble avoir diminué l'année dernière. Le total s'établit actuellement à deux ou trois mille. Cette estimation établie d'après diverses sources a été confirmée dans une interview télévisée que Fidel Castro a accordée à la journaliste américaine Barbara Walters en juin 1977.

Amnesty International s'est particulièrement préoccupée l'année dernière du sort d'une minorité de prisonniers qui ont refusé de se soumettre au programme de réhabilitation entrepris depuis une dizaine d'années (voir les précédents rapports d'Amnesty International). Le nombre de ces dissidents (surnommés *plantados* dans le jargon des prisons cubaines) s'élèverait encore à plusieurs centaines de personnes. A quelques exceptions près, ce sont tous des prisonniers condamnés à de longues peines, déjà détenus avant 1970. Ces personnes comprennent des militaires et des fonctionnaires du régime Batista, d'anciens membres du Mouvement révolutionnaire qui ont manifesté leur opposition après 1959 et des individus qui ont pris les armes contre le gouvernement actuel. Nombreux sont ceux qui ont occupé des positions élevées dans le monde

public, l'armée, l'administration ou les syndicats pendant les premières années de la révolution cubaine.

On ne peut pas les considérer tous comme des « prisonniers d'opinion » bien qu'ils soient presque tous indiscutablement des prisonniers politiques, condamnés pour « crime contre l'État » ou « contre la stabilité et l'intégrité de la nation ». Néanmoins, leur situation actuelle est le résultat d'une position de principe, le refus d'accepter toute forme d'endoctrinement ou d'entreprendre des activités qu'ils estiment incompatibles avec leurs convictions ou leurs idées.

Jusqu'à la fin 1976, la plupart de ceux qui refusaient de se soumettre au programme de réhabilitation étaient incarcérés à La Cabana, ancien fort colonial de La Havane. Il semble que la plupart des détenus de La Cabana ont été ultérieurement transférés dans une nouvelle prison située à plusieurs kilomètres à l'est de La Havane, Combinado del Este. On fait état de prisonniers politiques qui seraient détenus sous le régime de sécurité maximale dans d'autres centres, notamment à Boniato dans la province d'Oriente et à Nuevo Amanecer, prison de femmes proche de la capitale.

Si les divers observateurs s'accordent à reconnaître que les prisonniers en cours de réhabilitation sont généralement bien traités, en revanche le sort de ceux qui refusent leur réhabilitation est beaucoup plus préoccupant, notamment du fait que ces prisonniers ne sont pas détenus avec les autres, et que, à quelques exceptions près, les autorités cubaines n'ont jamais jusqu'à présent répondu aux appels ni aux lettres qui leur étaient adressés à leur sujet. De plus, aucun des visiteurs étrangers enquêtant sur les conditions de vie dans les prisons cubaines n'a jamais pu voir aucun de ces prisonniers. Certains sont détenus depuis plus de quinze ans, et leur santé serait particulièrement précaire.

Amnesty International n'a reçu aucune information faisant état de tortures infligées aux prisonniers pendant la période considérée par le présent rapport. D'après les récits d'anciens prisonniers, il semble que pendant les années précédentes les conditions de détention étaient médiocres et que les mauvais traitements et les accidents mortels n'étaient pas rares. Mais dans l'ensemble, les renseignements tendent à confirmer les déclarations officielles selon lesquelles le régime actuel s'oppose systématiquement à la torture.

la cocaïne et le pouvoir*

Les pays andins freinent la consommation traditionnelle de la feuille de coca alors que s'accroissent les surfaces cultivées. Le volume de cocaïne mis sur le marché mondial ne cesse de croître. Qui, en fin de compte, contrôle ce marché et empoche les fabuleux bénéfices de la « dame blanche » ?

Une fabuleuse source de profit

Lorsqu'on parle de trafic de cocaïne, on oublie souvent que cette drogue est devenue la ressource commerciale la plus importante de toutes les républiques andines, ceci, au moment même où les exportations légales souffrent du protectionnisme et de la dépression économique. Il semble que les lois anti-drogues des pays consommateurs n'ont fait que renforcer le marché clandestin. Les prix de la cocaïne sont révélateurs de l'importance de la demande : une livre de drogue qui coûte deux cents dollars à la source, est vendue quinze mille dollars à New-York.

Une telle plus-value est certainement la plus élevée concernant un produit dérivé de matière première naturelle. Le volume total de ce marché est évidemment impossible à chiffrer avec certitude. Il n'y a pas de statistiques. Seul, de tous les pays producteurs, le Pérou en publie. On apprend à leur lecture que les Indiens des Andes péruviennes consomment annuellement, en les mâchant, 4 000 tonnes de feuilles de coca¹, que l'entreprise Coca-Cola achète 770 tonnes et que l'industrie pharmaceutique en absorbe 66. Le Pérou totalise ainsi une consommation légale (intérieure et exportée) d'environ 5 000 tonnes de feuilles². Pour comprendre l'importance et l'évolution de la demande mondiale de cocaïne, il suffit de suivre l'évolution des récoltes de feuilles de coca au Pérou : 5 000 t. en 1926, 10 000 en 1950, 20 000 en 1974. Sachant que la production est de 20 000 tonnes et la consommation légale de 5 000, il reste donc 15 000 tonnes de feuilles inemployées... non car c'est la matière première pour l'élaboration de la cocaïne. Même en appliquant le rapport le moins favorable à la production de l'alcaloïde raffiné (0,5 % du poids en

feuilles), la récolte péruvienne permet de produire chaque année 80 tonnes de cocaïne. Cela représente en valeur autour de 250 millions de dollars sur le marché sud-américain et au moins deux milliards de dollars sur le marché de New-York. Si on rapproche ce chiffre de la valeur des exportations nationales pour 1973 (un milliard de dollars)³, on mesure l'importance financière de ce trafic. Pourtant, le Pérou n'est pas le premier producteur de feuilles, il vient en deuxième rang après la Bolivie. La seule estimation avancée pour le cas bolivien est celle des gains illicites mensuels attribués à la cocaïne : 50 millions de dollars par mois (les exportations boliviennes, elles, annuelles, se situent en dessous de 300 millions de dollars)⁴. Si on ajoute à ces chiffres des estimations concernant les autres pays producteurs (Colombie, Paraguay, Equateur, Chili, Argentine), le volume total de cocaïne produite représente donc plusieurs centaines de tonnes et, en valeur, plusieurs centaines de millions de dollars sur le marché clandestin du sous-continent et plusieurs milliards de dollars sur le marché international.

Le « milieu » et le Pouvoir

Un tel flux de dollars sur le marché noir des pays producteurs n'est pas sans effets sur l'économie, il fait tomber, entre autres choses, le taux de change officiel et accroît considérablement l'inflation. On évalue qu'au cours des trois derniers trimestres 1976, ont été échangés en Colombie, 564 millions de dollars contre des pesos en provenance des trafiquants de cocaïne (la somme avait été de 164 millions durant la même période en 1974)⁵.

L'échelle de ces gains « invisibles » supposent donc l'existence de groupes



Photo Bit

Même le café est l'objet de trafic.

économiques dont le capital se gonfle indéfiniment, étendant sans cesse leurs investissements et leurs placements. Souvent, ces opérations financières se font, comme l'a récemment montré le cas péruvien, au détriment des banques centrales et de la politique économique du gouvernement qui se retrouve ainsi au bord de la banqueroute et à la merci totale du Fonds Monétaire International.

Étant donné la puissance financière des groupes trafiquants, il est raisonnablement difficile d'imaginer qu'ils puissent être réellement inquiétés par le contrôle de leurs gouvernements, en faisant bien sûr l'hypothèse que gouvernements et trafiquants appartiennent à des organisations complètement distinctes, hypothèse peu vraisemblable selon certains.

* Cet article est une partie du chapitre IV « The politics of cocaïn » de l'ouvrage *Mama Coca*, Antonil, Pratical Paradise Publications Suffolk, Londres 1978.



Dans un pays comme la Colombie, le trafic est devenu une sorte d'institution. On trafique avec tout, même avec un produit aussi innocent que le café, pour échapper aux impôts et court-circuiter la bureaucratie qui fonctionne habituellement avec des « dessous » de table (il faudrait d'ailleurs dire des « dessus » dans le cas de la Colombie). En septembre 1976, les exportations illégales de café colombien vers les USA représentaient 27 % du quota exporté vers ce pays. L'énorme volume et poids que cela représente — 670 000 sacs de 60 kilos — fait paraître dérisoire et enfantin le transport clandestin de quelques dizaines de tonnes de cocaïne ou centaines de marijuana. Ce trafic illustre parfaitement l'incapacité ou la mauvaise volonté des autorités pour stopper le commerce clandestin.

Dans ce pays, les intérêts de l'oligarchie exportatrice et ceux de l'État se sont toujours confondus. Il n'y a aucune raison pour que le trafic de drogue modifie cette coïncidence. Les profits sont

trop substantiels. Même en 1976 où les prix internationaux du café étaient élevés, on estime que les gains illicites réalisés grâce à la cocaïne ont atteint près de 3 milliards de dollars, contre seulement 2 milliards pour le café⁶. Dans un tel contexte, parler de « milieu » à propos des groupes de trafiquants de cocaïne relève de la mystification.

Les intérêts communs n'excluent pas les confrontations armées entre les groupes rivaux pour le monopole des réseaux. Ils ne protègent pas non plus contre l'intrusion occasionnelle de certains membres de la classe politique atteints de scrupules. Lorsque cela s'avère nécessaire, les groupes de trafiquants appliquent une justice sommaire, parfois utilisent la loi, en tous cas, écartent les indésirables. L'assassinat du général Rincon en 1975 a été interprété comme un règlement de comptes, de même que l'élimination du chef des opérations du Bureau national de l'aviation civile à Bogota, le colonel Osiris Maldonado. Dans les deux cas, grâce à leurs influences dans les médias, les assassins surent faire attribuer ces meurtres aux « guerilleros »⁷. Tel est le sort qui attend tout enquêteur mettant un peu trop le bout de son nez dans les détails de l'organisation du trafic de la drogue. Il n'est donc pas surprenant que le public ne sache presque rien. En l'absence de toute information de première main, la composition sociale et le profil politique des groupes de trafiquants ne peuvent être analysés que globalement, en termes de pouvoir économique, pouvoir qui n'a pas son pareil dans toute l'histoire de l'Amérique du Sud, et d'autant plus dangereux qu'il opère dans la plupart des cas dans un contexte de dictatures militaires, plus sensibles aux besoins d'argent qu'à ceux de leurs peuples.

La fameuse « guerre de la drogue » fait partie du mensonge politique nécessaire à la mystification. Les institutions nationales seraient menacées de l'extérieur par des structures de pouvoir « parallèle », contrôlées par le « milieu ». Pour certains, tout cela n'est qu'un écran de fumée pour masquer la triste vérité. Les mauvaises langues affirment qu'il y a belle lurette qu'en Amérique du Sud, le pouvoir n'est plus « parallèle », que le « milieu » a disparu, que les intérêts des trafiquants ont déjà réussi à pénétrer, corrompre et subvertir l'appareil d'État et que les intérêts de l'État se confondent avec ceux du trafic. L'idée de pouvoir parallèle suppose en effet qu'une lutte serait en cours entre les groupes légaux, licites et institutionnels et des groupes illégaux, illicites et hors-la-loi. Une telle hypothèse apparaît pour le moins ingénue en ce qui concerne les dictatures militaires connues pour leur monolithisme et leurs pouvoirs coercitifs prompts à prévenir tout partage de souveraineté à

la cocaïne et le pouvoir

l'intérieur. D'autre part, une source de revenus aussi fabuleuse que la cocaïne doit ouvrir l'appétit de beaucoup, en premier chef, celui de ceux qui contrôlent les ressources économiques dans chaque pays. Certains, évidemment amateurs de politique-fiction, affirment que l'oligarchie et les institutions au pouvoir dans les pays producteurs de cocaïne préfèrent prendre elles-mêmes le contrôle du marché de la drogue — certes, pour des avantages financiers, mais aussi pour préserver la « sécurité nationale » — plutôt que de le laisser entre les mains d'insignifiants gangsters ou de jeunes drogués délinquants. Comme les Palestiniens l'ont montré à propos du commerce libanais du haschish, tout groupe dont la puissance financière repose sur les profits inépuisables du trafic de la drogue, menace en sa faveur l'équilibre déjà très instable de l'ordre établi⁸.

La « dame blanche » et le prestige de l'uniforme

Les cas sensationnels de « corruption » qui agitent régulièrement les gouvernements sud-américains ont peut-être une autre signification que celle qu'on leur prête habituellement. Peu de gouvernements du sous-continent peuvent se vanter de n'avoir pas eu à un moment ou à un autre des scandales associant des figures dirigeantes au trafic de la drogue. Les sensibilités gouvernementales sur ce sujet sont si malades que toute allusion sur place de la part d'un journaliste étranger entraîne son expulsion immédiate. Tel fut le cas, en janvier 1976 en Equateur, d'un reporter de l'UPI qui osa poser une question indiscrette lors d'une conférence de presse⁹. Beaucoup d'observateurs et de journalistes latino-américains ont l'intime conviction (mais bien sûr pas de preuves) qu'aucun gouvernement des zones productrices ne peut raisonnablement s'abstenir de contrôler les réseaux de cocaïne. Les seules parties émergées de l'iceberg sont les cas de « corruption » mis en vedette pour les besoins de la cause, pour désigner un bouc émissaire ou pour tirer un avantage moral sur un rival politique. Parfois, la victime est complètement innocente comme ce fut le cas du docteur Oswaldo Perez, arrêté en plein jour en août 1973 à Bogota et inculpé pour la possession supposée de 2 kilos de cocaïne. Cette opération fut l'occasion d'alimenter une campagne de presse sur le thème des liens « entre ses sympathies communistes » et la « mafia »¹⁰. Deux ans plus tard, l'état de siège régnant, le docteur Perez serait passé en cour martiale.

En analysant avec soin les détails de chaque affaire, il est possible de deviner les intérêts en jeu, surtout à l'occasion

Amérique Latine, connais pas un continent multi-racial*

L'Amérique ibérique est une mosaïque de sociétés, de races et de cultures différentes, cimentées par une histoire coloniale commune. Chaque pays a une personnalité démographique précise, résultat des mélanges et des cohabitations ethno-culturelles, au gré du colonisateur et des vagues migratoires. Certains pays, comme le Mexique, le Guatemala, le Pérou ou la Bolivie sont à dominante indienne, quelques-uns comme Cuba, le Brésil, la République Dominicaine ou Panama, à dominante noire, d'autres, comme l'Argentine, l'Uruguay, le Chili ou la Costa-Rica, sont majoritairement blancs. Cette cohabitation ou cette prédominance donnent-elles des sociétés multi-raciales harmonieuses ou, au contraire, sont-elles des sources de tensions ? S'agit-il d'une simple coexistence ou d'une structure précise de relations de domination ? En d'autres termes, l'Amérique ibérique est-elle un continent raciste ?

La peau et le pouvoir

Au niveau de l'observation la plus superficielle, l'évidence saute aux yeux ; il ne s'agit dans aucun pays, d'un conglomerat harmonieux d'ethnies et de peuples, mais d'une hiérarchie de couleurs et de cultures. Il y a une relation immédiatement perceptible entre le pouvoir et la couleur de la peau, entre l'autorité et le phénotype vainqueur. Le nom même donné au continent est une carte de visite : l'Amérique n'est latine que de la latinité de ceux qui l'ont conquise.

Chercher un chef d'État, un dictateur ou un leader indien ou noir est un jeu perdu d'avance. L'espace du pouvoir n'est pas occupé par les Indiens, au Mexique, au Pérou ou en Bolivie, ni par les Noirs, en République Dominicaine, au Brésil ou à Cuba. Pourtant, la minorité ethnique dominante ne constitue dans les meilleurs des cas que 20 à 25 % de la population et ne dépasse pas 10 % dans un pays comme la Bolivie. Les rapports ethno-culturels quantitatifs sont du même ordre que ceux que l'on trouve en Rhodésie ou en Afrique du Sud. Cette évidence est gênante pour tout le monde. On ne veut soulever le problème ni à droite ni à gauche. Le prendre en considération bouleverse trop de schémas sur l'Unité nationale ou la lutte des classes. Il est pourtant impossible de comprendre le sens et le devenir des sociétés américaines si on ne prend pas en considération leur caractère multi-racial et multi-culturel, organisées sur un principe d'inégalité. Qui, dans les pays à dominante indienne ou noire, cirent les sou-

liers sur les places publiques, habitent des bidonvilles, sont paysans sans terre, valets de chambre ou bonnes à tout faire ? Dis-moi qui tu es, je te dirai ce que tu fais.

Les pays ibéro-américains sont structurés selon un ordre ethnique créé par les descendants des conquérants et des colons, toujours détenteurs du pouvoir dans les États-nations qu'ils ont construits. Du point de vue des ethno-cultures, la société se structure selon une hiérarchie pyramidale complexe, des vainqueurs ou vaincus, des conquérants ou conquis, des plus « blancs » aux plus « colorés ». Comment une telle structure a-t-elle pu résister à l'épreuve du temps et aux bouleversements du monde moderne ? Cette hiérarchie ethno-culturelle serait-elle établie pour l'éternité ?

La pyramide coloniale

Cette hiérarchie a été mise en place par la conquête et par la colonisation. L'univers pré-colombien était formé de cultures qui ne connaissaient ni la propriété privée ni l'individualisation. Certes, elles étaient très différentes les unes des autres, sociétés verticales théocratiques et impériales qui fonctionnaient sur le travail exploité, sociétés tribales horizontales de la pensée sauvage. Mais tous leurs membres vivaient en accord avec l'univers qui les entourait. Le désir d'être autre que soi-même y était inconnu. L'individu s'insérait parfaitement dans la totalité naturelle et symbolique dont il était partie intégrante. Tout avait une réponse.



Agir et penser étaient régis par les mythes et les cosmogonies. Age d'or ? Non, mais une harmonie certaine. Une seule question sans réponse pouvait anéantir ces sociétés, car elle signifiait l'effondrement du cosmos, le néant, la disparition de la raison d'être. En surgissant de la mer, les conquérants ont été cette question sans réponse, l'autre, incompréhensible et redoutable. Les cultures de la Réponse en sont mortes. La voix du sacré et du mythe ne pouvait plus se faire entendre. Individuellement plus personne ne savait que penser, que faire, comment lutter. Le choc a été d'autant plus brutal que les « croisés » ne suivaient pas les mêmes règles de jeu, ils massacraient au nom de l'amour et détruisaient sans raisons. Que ce soit par le fer ou par la maladie, le bilan fut très lourd. La population des Antilles disparut et sur le reste du continent, la population perdit jusqu'à 90 % de ses effectifs dans certains pays, surtout lorsqu'il s'agissait de sociétés tribales. Le chiffre parfois avancé de trente millions de morts n'a rien d'exagéré.

La conquête n'est pas l'acte héroïque que l'histoire apologétique a voulu nous faire croire. Ce monde n'a pas été conquis par la supériorité des armes. D'ailleurs, cela tiendrait du miracle : Pizarro et ses cent-vingts compagnons conquérant au fil de l'épée et aux boulets de leurs rares canons l'immense empire Inca. La conquête vidait de leur substance des sociétés qui perdaient le sens de l'univers, elle n'enfonçait que des portes ouvertes.

Il fallait restructurer les populations conquises ou ce qui en restait. Ce fut fait de la manière la plus simple : les nouveaux venus aux postes de commande, sont les maîtres des biens, des ressources et des vaincus devenus serfs ou esclaves dans les communes indigènes. L'Église



était chargée de les dresser à introvertir les valeurs des seigneurs blancs. Là où la population autochtone avait disparu trop massivement, la main-d'œuvre fut importée d'Afrique pour y subir un élevage. La colonie systématisera et institutionnalisera tout cela. Il ne faut pas oublier que cette restructuration a été en partie élaborée par Las Casas, tant vanté pour son action évangélique en faveur des Indiens.

White is beautiful

Au cours des trois siècles de colonie, la structure ethnique va prendre sa forme définitive. Ici, le métissage va jouer un rôle de premier plan. C'est l'élément stabilisateur, le fixateur des contraires. Nous ne nous trouvons plus en face de la simple relation maître/esclave, où l'un et l'autre ne sont pas racialement différents. Ici, les ethno-cultures et leur représentation en termes de valeurs sont déterminantes. Pendant trois cents ans, les peuples dominés vont être dressés à reconnaître dans les héritiers de la conquête l'expression des valeurs positives : le Beau, le Bien, le Vrai, et à se mépriser comme incarnation de la laideur, du mal et de la fausseté.

La pratique du métissage commença dès les premiers conquérants et les premiers colons. Aventuriers, « super-machos » ibériques, venus sans famille, ils occupent le corps de la femme vaincue. Les amours partagés entre hidalgos et belles indiennes ne sont que fables. Le concubinage et l'utilisation des femmes indigènes a été et est toujours une pratique courante. Cela explique l'importance du phénomène des enfants illégitimes en Amérique Latine. Le métis est au fond de lui-même la contradiction

faite conscience de l'ordre ethnique inégal. Il porte en lui le côté vainqueur et le côté vaincu. L'affirmation de lui-même ne peut se faire qu'en affirmant ce que la société considère comme supérieur et en rejetant une partie de ses racines.

La stabilité de la domination ethnique est incompréhensible si on ne tient pas compte du métissage comme phénomène ethnologique et sociologique de première importance. Les métis sont les moins capables de révolte contre l'ordre ethnique car ainsi ils se nieraient et s'interdiraient toute reconnaissance.

A première vue, les rapports inégaux entre les différentes ethnies et leurs métissages apparaissent informes et anarchiques. Il n'en est rien. Ces rapports sont parfaitement structurés et chaque mélange a un nom précis dans chaque société. Ils obéissent aux lois du *salto* (saut) en avant ou en arrière, dont l'objectif est le « blanchissement ». Cette ordonnance concerne d'abord les rapports institutionnels, en particulier le mariage. En dehors de cet espace, les règles sont moins rigides et obéissent à d'autres paramètres, notamment l'argent. On peut être un métis millionnaire et ne pas pouvoir se marier ou fréquenter des familles considérées plus en avant dans l'ordre ethnique. Cette importance de la race, parfaitement ridicule et sans fondements du point de vue de la génétique moderne et de l'anthropologie, est basée sur des représentations sociales de l'apparence. Rappelons enfin que le sujet du *salto* est prioritairement l'homme.

Jusqu'à l'indépendance, structure ethnique et structure économique et sociale se confondaient. Les seigneurs

blancs employaient comme serviteurs et cadres inférieurs des métis, et comme main-d'œuvre des Indiens et des Noirs. La race des seigneurs comprenait les métropolitains (produits des innombrables brassages ethno-culturels des millénaires précédents), détenteurs du pouvoir administratif, militaire et clérical, et les *criollos* (créoles), les enfants des précédents nés à la colonie, au second plan dans la hiérarchie. La mobilité entre les métis et les peuples vaincus était l'objet d'un contrôle sévère. En principe, seuls les métis travaillaient dans les villes, les Indiens étaient parqués dans les communes agricoles et les Noirs asservis et élevés dans les plantations.

L'indépendance bouleversa en partie cette pyramide. Le mouvement, vainqueur, certes, grâce à la participation des métis et de la chair à canon indigène, sera avant tout l'œuvre des créoles brimés dans leur volonté de pouvoir par la colonie. L'époque républicaine verra se développer l'initiative privée et une certaine mobilité en fonction de la concentration de la propriété terrienne, des besoins de main-d'œuvre et du développement technologique, sous le signe du marché international. La libération des contraintes coloniales aboutira à la formation de la structure du sous-développement. On en connaît les manifestations : accroissement de la production destinée au marché international pour subventionner les importations de la classe privilégiée ; augmentation du déficit alimentaire, les productions d'exportation étant prioritaires ; chômage et misère des campagnes ; émigration croissante vers les villes.

Les sociétés américaines sont aujourd'hui

Si le racisme veut dire apartheid, l'Amérique latine n'est pas raciste.



Amérique Latine, connais pas un continent multi-racial*

L'Amérique ibérique est une mosaïque de sociétés, de races et de cultures différentes, cimentées par une histoire coloniale commune. Chaque pays a une personnalité démographique précise, résultat des mélanges et des cohabitations ethno-culturelles, au gré du colonisateur et des vagues migratoires. Certains pays, comme le Mexique, le Guatemala, le Pérou ou la Bolivie sont à dominante indienne, quelques-uns comme Cuba, le Brésil, la République Dominicaine ou Panama, à dominante noire, d'autres, comme l'Argentine, l'Uruguay, le Chili ou la Costa-Rica, sont majoritairement blancs. Cette cohabitation ou cette prédominance donnent-elles des sociétés multi-raciales harmonieuses ou, au contraire, sont-elles des sources de tensions ? S'agit-il d'une simple coexistence ou d'une structure précise de relations de domination ? En d'autres termes, l'Amérique ibérique est-elle un continent raciste ?

La peau et le pouvoir

Au niveau de l'observation la plus superficielle, l'évidence saute aux yeux ; il ne s'agit dans aucun pays, d'un conglomerat harmonieux d'ethnies et de peuples, mais d'une hiérarchie de couleurs et de cultures. Il y a une relation immédiatement perceptible entre le pouvoir et la couleur de la peau, entre l'autorité et le phénotype vainqueur. Le nom même donné au continent est une carte de visite : l'Amérique n'est latine que de la latinité de ceux qui l'ont conquise.

Chercher un chef d'État, un dictateur ou un leader indien ou noir est un jeu perdu d'avance. L'espace du pouvoir n'est pas occupé par les Indiens, au Mexique, au Pérou ou en Bolivie, ni par les Noirs, en République Dominicaine, au Brésil ou à Cuba. Pourtant, la minorité ethnique dominante ne constitue dans les meilleurs des cas que 20 à 25 % de la population et ne dépasse pas 10 % dans un pays comme la Bolivie. Les rapports ethno-culturels quantitatifs sont du même ordre que ceux que l'on trouve en Rhodésie ou en Afrique du Sud. Cette évidence est gênante pour tout le monde. On ne veut soulever le problème ni à droite ni à gauche. Le prendre en considération bouleverse trop de schémas sur l'Unité nationale ou la lutte des classes. Il est pourtant impossible de comprendre le sens et le devenir des sociétés américaines si on ne prend pas en considération leur caractère multi-racial et multi-culturel, organisées sur un principe d'inégalité. Qui, dans les pays à dominante indienne ou noire, tirent les sou-

liers sur les places publiques, habitent des bidonvilles, sont paysans sans terre, valets de chambre ou bonnes à tout faire ? Dis-moi qui tu es, je te dirai ce que tu fais.

Les pays ibéro-américains sont structurés selon un ordre ethnique créé par les descendants des conquérants et des colons, toujours détenteurs du pouvoir dans les États-nations qu'ils ont construits. Du point de vue des ethno-cultures, la société se structure selon une hiérarchie pyramidale complexe, des vainqueurs ou vaincus, des conquérants ou conquis, des plus « blancs » aux plus « colorés ». Comment une telle structure a-t-elle pu résister à l'épreuve du temps et aux bouleversements du monde moderne ? Cette hiérarchie ethno-culturelle serait-elle établie pour l'éternité ?

La pyramide coloniale

Cette hiérarchie a été mise en place par la conquête et par la colonisation. L'univers pré-colombien était formé de cultures qui ne connaissaient ni la propriété privée ni l'individualisation. Certes, elles étaient très différentes les unes des autres, sociétés verticales théocratiques et impériales qui fonctionnaient sur le travail exploité, sociétés tribales horizontales de la pensée sauvage. Mais tous leurs membres vivaient en accord avec l'univers qui les entourait. Le désir d'être autre que soi-même y était inconnu. L'individu s'insérait parfaitement dans la totalité naturelle et symbolique dont il était partie intégrante. Tout avait une réponse.



Agir et penser étaient régis par les mythes et les cosmogonies. Age d'or ? Non, mais une harmonie certaine. Une seule question sans réponse pouvait anéantir ces sociétés, car elle signifiait l'effondrement du cosmos, le néant, la disparition de la raison d'être. En surgissant de la mer, les conquérants ont été cette question sans réponse, l'autre, incompréhensible et redoutable. Les cultures de la Réponse en sont mortes. La voix du sacré et du mythe ne pouvait plus se faire entendre. Individuellement plus personne ne savait que penser, que faire, comment lutter. Le choc a été d'autant plus brutal que les « croisés » ne suivaient pas les mêmes règles de jeu, ils massacraient au nom de l'amour et détruisaient sans raisons. Que ce soit par le fer ou par la maladie, le bilan fut très lourd. La population des Antilles disparut et sur le reste du continent, la population perdit jusqu'à 90 % de ses effectifs dans certains pays, surtout lorsqu'il s'agissait de sociétés tribales. Le chiffre parfois avancé de trente millions de morts n'a rien d'exagéré.

La conquête n'est pas l'acte héroïque que l'histoire apologétique a voulu nous faire croire. Ce monde n'a pas été conquis par la supériorité des armes. D'ailleurs, cela tiendrait du miracle : Pizarro et ses cent-vingts compagnons conquérant au fil de l'épée et aux boulets de leurs rares canons l'immense empire Inca. La conquête vidait de leur substance des sociétés qui perdaient le sens de l'univers, elle n'enfonçait que des portes ouvertes.

Il fallait restructurer les populations conquises ou ce qui en restait. Ce fut fait de la manière la plus simple : les nouveaux venus aux postes de commande, sont les maîtres des biens, des ressources et des vaincus devenus serfs ou esclaves dans les communes indigènes. L'Église



était chargée de les dresser à introvertir les valeurs des seigneurs blancs. Là où la population autochtone avait disparu trop massivement, la main-d'œuvre fut importée d'Afrique pour y subir un élevage. La colonie systématisera et institutionnalisera tout cela. Il ne faut pas oublier que cette restructuration a été en partie élaborée par Las Casas, tant vanté pour son action évangélique en faveur des Indiens.

White is beautiful

Au cours des trois siècles de colonie, la structure ethnique va prendre sa forme définitive. Ici, le métissage va jouer un rôle de premier plan. C'est l'élément stabilisateur, le fixateur des contraires. Nous ne nous trouvons plus en face de la simple relation maître/esclave, où l'un et l'autre ne sont pas racialement différents. Ici, les ethno-cultures et leur représentation en termes de valeurs sont déterminantes. Pendant trois cents ans, les peuples dominés vont être dressés à reconnaître dans les héritiers de la conquête l'expression des valeurs positives : le Beau, le Bien, le Vrai, et à se mépriser comme incarnation de la laideur, du mal et de la fausseté.

La pratique du métissage commença dès les premiers conquérants et les premiers colons. Aventuriers, « super-machos » ibériques, venus sans famille, ils occupent le corps de la femme vaincue. Les amours partagés entre hidalgos et belles indiennes ne sont que fables. Le concubinage et l'utilisation des femmes indigènes a été et est toujours une pratique courante. Cela explique l'importance du phénomène des enfants illégitimes en Amérique Latine. Le métis est au fond de lui-même la contradiction

faite conscience de l'ordre ethnique inégal. Il porte en lui le côté vainqueur et le côté vaincu. L'affirmation de lui-même ne peut se faire qu'en affirmant ce que la société considère comme supérieur et en rejetant une partie de ses racines.

La stabilité de la domination ethnique est incompréhensible si on ne tient pas compte du métissage comme phénomène ethnologique et sociologique de première importance. Les métis sont les moins capables de révolte contre l'ordre ethnique car ainsi ils se nieraient et s'interdiraient toute reconnaissance.

A première vue, les rapports inégaux entre les différentes ethnies et leurs métissages apparaissent informes et anarchiques. Il n'en est rien. Ces rapports sont parfaitement structurés et chaque mélange a un nom précis dans chaque société. Ils obéissent aux lois du *salto* (saut) en avant ou en arrière, dont l'objectif est le « blanchissement ». Cette ordonnance concerne d'abord les rapports institutionnels, en particulier le mariage. En dehors de cet espace, les règles sont moins rigides et obéissent à d'autres paramètres, notamment l'argent. On peut être un métis millionnaire et ne pas pouvoir se marier ou fréquenter des familles considérées plus en avant dans l'ordre ethnique. Cette importance de la race, parfaitement ridicule et sans fondements du point de vue de la génétique moderne et de l'anthropologie, est basée sur des représentations sociales de l'apparence. Rappelons enfin que le sujet du *salto* est prioritairement l'homme.

Jusqu'à l'indépendance, structure ethnique et structure économique et sociale se confondaient. Les seigneurs

blancs employaient comme serviteurs et cadres inférieurs des métis, et comme main-d'œuvre des Indiens et des Noirs. La race des seigneurs comprenait les métropolitains (produits des innombrables brassages ethno-culturels des millénaires précédents), détenteurs du pouvoir administratif, militaire et clérical, et les *criollos* (créoles), les enfants des précédents nés à la colonie, au second plan dans la hiérarchie. La mobilité entre les métis et les peuples vaincus était l'objet d'un contrôle sévère. En principe, seuls les métis travaillaient dans les villes, les Indiens étaient parqués dans les communes agricoles et les Noirs asservis et élevés dans les plantations.

L'indépendance bouleversa en partie cette pyramide. Le mouvement, vainqueur, certes, grâce à la participation des métis et de la chair à canon indigène, sera avant tout l'œuvre des créoles brimés dans leur volonté de pouvoir par la colonie. L'époque républicaine verra se développer l'initiative privée et une certaine mobilité en fonction de la concentration de la propriété terrienne, des besoins de main-d'œuvre et du développement technologique, sous le signe du marché international. La libération des contraintes coloniales aboutira à la formation de la structure du sous-développement. On en connaît les manifestations : accroissement de la production destinée au marché international pour subventionner les importations de la classe privilégiée ; augmentation du déficit alimentaire, les productions d'exportation étant prioritaires ; chômage et misère des campagnes ; émigration croissante vers les villes.

Les sociétés américaines sont aujourd'hui

Si racisme veut dire apartheid, l'Amérique latine n'est pas raciste.

Photo Charly Schwarz



d'hui marquées par le déphasage entre la structure de domination économique, les formes du pouvoir politique et l'ordonnance ethnique coloniale qui a subsisté dans ses grandes lignes. Cette ordonnance s'est diffusée dans chaque niveau du corps social. La pyramide compacte de la colonie a subsisté en se désagrégeant aux différents niveaux socio-économiques, accroissant la complexité des rapports sociaux. Cet éclatement et les déphasages qui en découlent sont vécus dans un climat d'insécurité et de violence.

Le racisme intériorisé

L'Amérique Latine est-elle raciste ? si racisme veut dire *apartheid*, non.

Il n'y a pas de discrimination raciale comme on l'entend en Europe, en Afrique du Sud ou aux États-Unis. Les gens dits de couleur ne sont pas rejetés ou mis de côté. Ils se rejettent et se discriminent eux-mêmes. Le racisme n'est pas extroverti mais introverti. Les colonies ibériques ont réussi le tour de force de rendre la majorité des peuples vaincus racistes envers eux-mêmes. C'est moins criant et plus efficace. La personne appartenant à une ethno-culture indigène prend d'elle-même la place qu'on lui attribue. On est toujours « plus blanc » que quelqu'un d'autre. Du jour au lendemain, un paysan indien émigré à la ville,

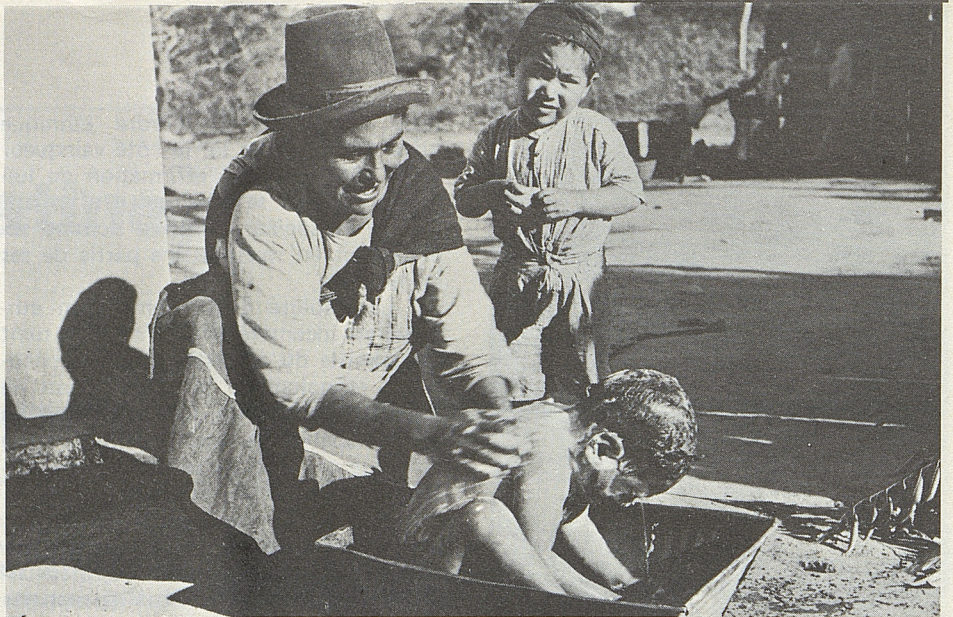


Photo Bit

Bolivie, à peine 10% de non-indiens.

change de vêtements, méprise sa langue et ses coutumes. Aux USA, Indiens et Noirs sont rejetés, en Amérique Latine, ils se rejettent. Aussi, les gouvernements ont-ils beau jeu d'affirmer l'égalité de tous et de condamner sans problèmes l'Afrique du Sud. Contester l'ordre social, économique, politique sans remettre en cause l'ordre ethnique demeure illusoire. A ce niveau, la révolte semble impossible. Pourtant, l'histoire américaine est aussi l'histoire des révoltes ethniques, des grands soulèvements indiens de Tupac Amaru, de Atahualpa, des tribus amazoniennes, de Haïti, Saint-Domingue et des

innombrables occupations de terres, manifestations, soulèvements des petites communautés paysannes qui mettent tout à la fois en question la domination sociale et la domination ethnique.

Aujourd'hui des mouvements se dessinent, des voix oubliées commencent à parler dont il faudra de plus en plus tenir compte dans l'avenir. ■

Jean-Pierre Hernano

* Cf. sur ce sujet les travaux de M. Norman Palma, en particulier l'article intitulé *Raison d'être et sens des sociétés multi-raciales en Amérique-Latine*, à paraître prochainement.

abonnez vos amis

Pour permettre à la revue de prendre son essor
aidez-la en faisant abonner vos amis

je désire qu'un spécimen d'urgent AMÉRIQUE LATINE
soit envoyé aux personnes suivantes :

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
.....
NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
.....



Développement

Nouvelle édition de ce qui est considéré comme un « best-seller » de la sociologie latino-américaine. Les auteurs y ont ajouté une longue préface, un post-scriptum sur leurs récents travaux et l'ont illustré de nombreux exemples historiques concrets qui n'étaient pas présents dans l'édition originale, tout en conservant l'objet fondamental de leur analyse : comprendre le développement capitaliste dans les sociétés indépendantes.

F.H. Cardoso est à Sao-Paulo directeur du CEBRAP (Centre Brasileiro de Analise e Planejamento). Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont, entre autres, *Ideologias de la burguesia industrial en sociedades dependientes* et *Estado y sociedad en America Latina*. E. Faletto est membre du comité directeur de la FLASCO (Facultad Latino-America de Ciencias Sociales) dont il dirigeait à Santiago du Chili l'École latino-américaine de sociologie.

Dépendance et développement en Amérique latine, F.H. Cardoso et E. Faletto, Ed. PUF, Col. politiques. Paris 1978. Traduit par Annie Morvan. 224 p. 65 F.

Questions gênantes

Ancien président de la « Society for the Scientific Study of religion », Peter L. Berger, professeur de sociologie à Rutgers University a écrit un ouvrage qui vient de sortir en français sous le titre : *Les mystificateurs du progrès. Du Brésil à la Chine*. Ce livre traite du développement du Tiers-Monde et de la morale politique appliquée au changement social, et est, selon les mots mêmes de l'auteur « une tentative de concilier l'analyse scientifique et les préoccupations morales ».

Les mystificateurs du progrès. Du Brésil à la Chine. Peter L. Berger. Traduit de l'anglais par Hélène de Chavagnac et Sylvie Barjansky. Ed. PUF, col. Sociologie d'aujourd'hui. Paris 1978, 288 p. 72 F.

Ouvrage qui a pour origine un voyage pastoral dans les régions les plus déshéritées du Brésil. Pour quiconque veut jeter sur le Tiers-Monde un regard différent de celui du touriste, ce récit vécu constitue un guide incomparable.

Dans les sous-sol d'humanité. Au rythme des sept jours de la création. C. Mesters, Ed. Desclée. N° 4 Série « Relais Desclée », 176 p. 42 F (sortie fin octobre).

Autres livres

• *Troisième livre des odes*. Pablo Neruda. Traduit par Jean-François Reille. Ed. Gallimard. Paris 1978, 272 p. 52 F.

• *Le colonel et le loup-garou*. José Candido de Carvalho. Traduit par José Carlos Gonzalez. Ed. Gallimard. Paris 1978, 380 p. 61 F.

• Un journaliste du Rio de la Plata, envoyé écrire un reportage sur l'Unité Populaire au Chili, raconte son expérience, politique, sentimentale, sans épargner toute critique à la gauche. Guillermo Atias, l'auteur, est un écrivain chilien réfugié en France depuis 1973. Il était également rédacteur en chef de la revue « Plan » et président de l'Union des Écrivains Chiliens.

Le sang dans la rue. Guillermo Atias. Traduit par Claude Bourguignon. Ed. Rupture. Paris 1978, 330 p. 39 F.

• Après des études de théologie et une licence de lettres à l'Université de Louvain, Conrad Detrez, né au pays de Liège en 1937, émigre au Brésil à vingt-quatre ans. Il s'engage dans le mouvement castriste et fait l'apprentissage de l'action révolutionnaire et de l'amour.

L'herbe à brûler. Conrad Detrez. Ed. Calmann-Lévy. Paris, 1978, 232 p., 41 F.

• Dans un appartement confortable de Rio de Janeiro, une femme s'interroge sur le cours habituel de ses journées, à l'occasion de la rupture du rythme de celles-ci. Clarice Lispector est née en Ukraine, mais ses parents émigrent au Brésil alors qu'elle est encore très jeune. Elle séjourne, en tant que femme de diplomate, à l'étranger, principalement aux États-Unis. Elle est morte d'un cancer en décembre 1977.

La passion selon G.H. Clarice Lispector. Traduit du brésilien par Claude Farny. Ed. des Femmes. Paris 1978. 200 p. Prix non encore communiqué.

• *Les Mayas*. Ed. PUF. Col. Que sais-je ? 128 p. 9,60 F.

• *Civilisations précolombiennes Mexique Pérou*. Pierre Becquelin, Danièle Lavallée, Susana Monson, Mireille Simoni-Abbat et Jacques Soustelle. Ed. Larousse. Col. Encyclopoche. 128 p., 6,50 F.

• *La vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole*. Jacques Soustelle. Ed. Hachette. Paris. 315 p. 36 F.

• Au cœur de la Colombie, la vie d'un village, Calamoïma, où les habitants mêlent catholicisme espagnol et rites d'origine indienne, connaît des catastrophes naturelles : sécheresse, puis déluge. Une fois reconstruit, le village sera le théâtre de la guérilla.

Flor Romero Nohra, colombienne, est journaliste, et depuis décembre 1974 elle est conseillère à l'ambassade de Colombie en France.

Crépitant tropique. Flor Romero de Nohra. Traduit par Antoine Berman. Ed. Albin Michel. Paris 1978. 322 p., 43 F. Sortie fin octobre.

TANGO A PARIS

Entrevue avec Susana Rinaldi

« Sus manos dos palomas... » La première chose que l'on voit de Madame Rinaldi, ce sont ses mains. Fines, longues, d'une extrême mobilité, elles ponctuent toutes ses phrases. Son rire aussi, généreux, contagieux.

Accompagnée de sa directrice de production, qui est aussi son interprète, on a l'impression fugitive d'une élève de « bonne famille » et de son chaperon. L'une chante, l'autre pas. L'une paraît plus espiègle. Le contraste est même physique : les cheveux bruns de Susana Rinaldi et la blondeur de son impressario.

La rencontre a eu lieu au Théâtre de la Ville, dans la loge qu'occupera Susana Rinaldi du 17 octobre au 3 no-

Q. – Vous étiez actrice avant de chanter le tango. Comment s'est déroulé le processus de changement ?

R – Quand je dis tout le temps que je suis actrice et chanteuse, je ne mens pas, c'est ce que je sens. Je crois qu'un besoin supplémentaire de s'exprimer et une possibilité offerte par la nature, dans mon cas chanter, pour d'autres danser, donnent une liberté totale d'expression, sans limitation d'aucune nature. Cela m'a permis de chanter un type de chansons, créées par des poètes et des compositeurs pour lesquels j'ai beaucoup de respect, qui est la chanson populaire. Cette chanson a une cadence que nous appelons « canyengue » et que je ressens physiquement, car je réponds – physiquement – sans m'en rendre compte, au rythme lorsque je chante. Ensuite est venu le côté professionnel, le maniement d'une technique déterminée pour mieux exprimer ce que je veux chanter. Ce qui est important, c'est ce que je fais, dans le cas présent chanter, et, avant, interpréter un rôle dramatique au théâtre, serve aux autres et transcende vers eux.

vembre, pour son spectacle de 18 h 30. Courant d'un rendez-vous à l'autre (elle vient d'enregistrer son premier disque en France : Barclay 900-500), accablée d'un honore de chef d'État en visite officielle, elle semblait ravie de se retrouver un peu dans l'intimité, de parler espagnol. La loge était devenue un refuge pour se couper des bruits du monde et reprendre souffle avant de s'envoler vers ses multiples occupations.

L'émotion n'a jamais été absente de cette interview, que ce soit la passion mise à évoquer le tango, ses textes et la femme, ou que ce soient la tristesse et les larmes qui sont tombées comme un rideau pour évoquer la situation de son pays.

Q. – Vous venez de parler de rôle dramatique au théâtre et on l'associe un peu à une image que l'on a du tango, qui toujours représente le drame de la vie, la solitude métaphysique de l'être humain, l'abandon par la femme, et toutes ces images tristes. Le tango n'est pas gai...

R – Non. Peut-être parce que nous ne sommes pas gais. Peut-être parce que dans notre idiosyncrasie il y a une mélancolie permanente qui se définit très bien dans le style musical qu'est le tango. Évidemment, certaines paroles nous ont déterminés d'une seule façon dans l'histoire du « cancionero » (chansonnier) populaire. Mais le tango, avec une particularité mélancolique, métaphysique a des variantes. Ce sont des histoires différentes qui ne tournent pas toujours autour de l'infamie ou du désespoir. Je crois que les histoires peuvent aussi participer de notre vie quotidienne avec tranquillité.

Je crois que nous avons besoin, je ne me réfère pas seulement aux interprètes, mais concrètement aux auteurs, que l'on nous diffuse. De même

que les auteurs ont besoin que les interprètes les racontent. On a tous besoin de pouvoir nous « répandre ». S'il n'en va pas ainsi, la chanson reste limitée, ainsi que la création qu'elle permet, et la re-création à laquelle elle a pu donner lieu.

Q. – Vous avez choisi des textes, par exemple ceux de Discepolo, de Manzi, proches de ce que l'on vit aujourd'hui, bien que ce soient des textes des années trente. Vous n'avez pas choisi le courant du nouveau tango (comme Cuarteto Cedron ou Tiempo Argentino). Vous le folklorisez pas le tango ; en Europe c'est un thème parfois folklorique, dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire l'adulteration de l'image d'une réalité qu'on ne comprend pas. Vous avez choisi, il me semble, de retourner aux sources, mais en restant liée au présent.

R – Au-delà du fait de partager ou non les nouvelles tendances de notre musique populaire, il y a une préoccupation : celle de raconter le mieux possible l'histoire qui est contenue dans la chanson, car c'est raconter des morceaux de notre histoire propre. J'ai essayé de mettre à profit la beauté de chacune de ces chansons pour les faire connaître. Je ne m'intéresse pas à l'affinement pur du chant. Ce qui m'intéresse, c'est que la force qui existe chez le chanteur lui permette de transmettre, de transcender ce qu'il (ou elle) est en train de chanter avec la vérité que mérite la chanson. C'est ce que j'ai essayé de faire et rien d'autre. Beaucoup de gens ont cru, pour cette raison, que ce que je fais n'est pas chanter mais dire. J'ai été à l'école de musique de chambre, ce qui me permet de « phraséer » musicalement une chanson qui est en elle-même carrée et laisse peu de champ à son interprète.

Echele veinte centavos a la ranura...¹

Quand on prend un texte vieux, par exemple Madame

Yvonne, qui est un thème repris par Tata Cedron, il n'y a rien à ajouter : ou il le chante ou il ne le chante pas. Si vous voulez vous souvenir d'une histoire, souvenez-vous-en telle qu'elle est. Car il y a d'autres chansons, qui parlent d'aujourd'hui, nous racontent aujourd'hui et dont nous pouvons profiter aujourd'hui, en les racontant de notre point de vue. Ici, j'ai su il n'y a pas longtemps que quelqu'un avait dit : « je ne chante ni le tango passé, ni le vieux tango, ni le tango sophistiqué de Susana Rinaldi ». Qu'est-ce que cela veut dire « tango sophistiqué » ? Je ne suis pas obligée de m'habiller comme dans les années trente : une jupe de satin fendue sur le côté, un ruban de couleur autour du cou pour mieux chanter le tango. Ce genre d'image qui s'est répandue revient à limiter le tango : Il se peut que je me trompe en voulant lui donner une grandeur qu'il n'a peut-être pas. Mais cela ne me dérange pas : je crois que c'est une belle chanson. Manzi, Troilo et Piana² l'ont inventée pour que moi, interprète, puisse l'offrir. Je n'invente ni la mélodie, ni les paroles ; elles sortent de moi à ma manière, il n'y a aucune sophistication. C'est l'œuvre elle-même qui me donne la possibilité de le faire. Il y a des œuvres pittoresques et des œuvres modernes. Un acteur, en tant qu'interprète, doit se mettre à la hauteur de chacune, modifier totalement son essence.

Q. – Comment choisissez-vous votre répertoire ?

R – Je choisis ce qui me plaît. Je ne chanterais jamais une chanson qui n'ait rien à voir avec moi, que je ne sente pas. Si la mélodie est magnifique mais que le texte est stupide, alors je ne la chante pas. En plus, ce serait escroquer les gens. Les gens, aujourd'hui, là-bas, attendent de moi certains thèmes. Cela arrive pour le tango, mais aussi pour d'autres chansons. Je viens d'enregistrer une chanson écrite par Aznavour, et l'on pourrait se dire qu'est-ce qu'a à voir Aznavour avec ce que fait Su-

sana Rinaldi, mais tout est tellement intriqué... Bien sûr, je serai heureuse le jour où Aznavour chantera un tango !..

Mano a Mano³

Q – En tant que femme, que pensez-vous de l'image de la femme qui se dégage de la plupart des tangos ?

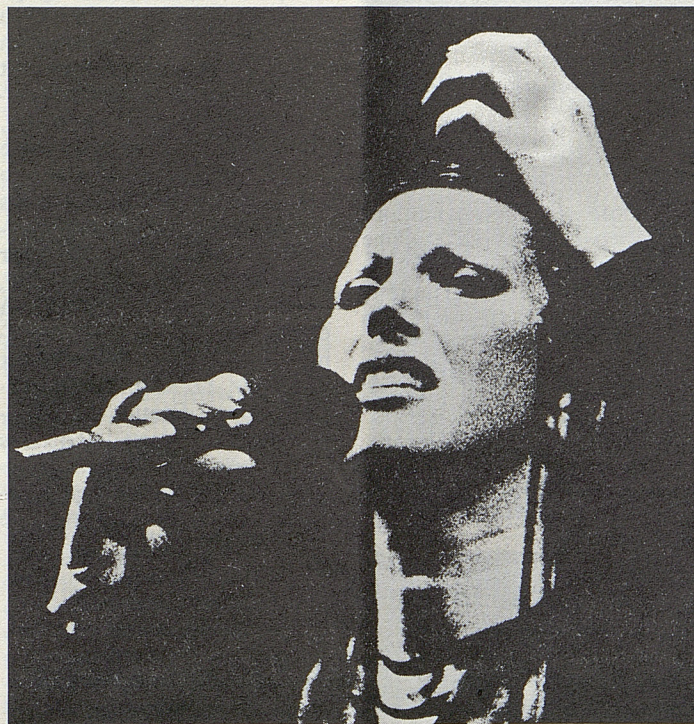
R – Détestable. Détestable. L'on dit que ce sont les vainqueurs qui racontent l'histoire. Dans le tango, jusqu'à présent, c'est l'homme qui semble être le vainqueur, donc il raconte l'histoire de la femme comme cela l'arrange. Mais, heureusement, nous avons des poètes qui ont chanté la femme de façon extraordinaire : Manzi avec *Malena*, Catulo Castillo avec *Maria* par exemple. Ce sont précisément ces tangos qui ont marqué le public, ceux qui donnent une image positive de la femme. De toutes façons, ce fut une époque pendant laquelle l'homme vivait de la femme et la position de la femme était déplorable.

Q – Comme dans Mano a Mano ?

R – Oui et puis *Mariposa*. Mais celui qui a écrit *Mano a mano* est le même qui a écrit une des plus belles poésies du tango : *Porque canto así*. C'est Helodonio Flores. Mais il participait d'une époque à laquelle il était commun qu'une femme accepte ce rôle que la vie lui avait imposé avec une énorme tranquillité, et je dirais même, parfois avec bonheur. Il y avait, par exemple, un personnage très beau qui s'appelait « La Moreira ». Elle était patronne d'une maison publique et elle portait toujours un couteau dans sa jartelle pour défendre son homme... C'est la femme aussi qui a répandu cette image déplorable de l'homme poudré, maquillé, avec des gants de soie, ces attributs si étranges que partage le fameux « malevaje »⁴.

De toute façon, il y a une chose qui ne nous est pas encore parvenue et que l'on a du mal à trouver dans le monde entier, c'est que l'on

parle de la femme, de la problématique de la femme. Il y a un tango écrit par une femme, Hilaria Blasquez ; elle parle d'un homme qui raconte Buenos Aires : « Je m'alimenterais en ruminant des tangos, sans un sou, car ma chance est de découvrir du coin d'une rue ma ville, qui est la plus belle des femmes, sentir que tout est mien, le soleil, l'air, le limon de ton fleuve, Buenos Aires. Quelle richesse m'a donnée Dieu, moi qui suis le maître de ta voix ». Je lui ai dit : Mais, pourquoi, Hilaria, le maître de ta voix ? Si, en ce moment, tu es, toi, une possible



maîtresse de la voix de Buenos Aires !!!

Tout est tellement internalisé qu'il y a une espèce d'impossibilité à ce que la femme écrive à la première personne.

Cambalache...⁵

Q – Vous vivez en Argentine, à Buenos Aires. Comment conciliez-vous votre activité et la situation politique ? Considérez-vous qu'il y a un lien entre le pays où vous vivez et ce que vous chantez, ou pas ? Cela

vous importe-t-il de vivre en Argentine ou pas ?

R – Parce que je suis Argentine, cela m'importe de vivre en Argentine ; et je crois que nous sommes beaucoup dans ce cas. Il y a quelque chose de terrible qui arrive parfois aux gens, c'est de se déraciner de leur lieu. (Un lourd silence s'installe, Susana Rinaldi reprend son souffle avant de continuer gravement) ... Il y a des sujets que l'on préfère ne pas aborder ; mais je vous dirais qu'un être humain, en tant qu'artiste ou prétendant l'être, ressort « grandi » et moins

mais s'envolent pour tracer des guillemets dans l'air) le pays à un moment si dur – est peut-être la meilleure chose que je puisse laisser à mes enfants. Évidemment, cela veut dire implicitement que je ne peux pas me payer le luxe de vivre à l'extérieur.

La vie m'a donné la possibilité, la chance énorme de pouvoir dire, même aujourd'hui, et de faire, même aujourd'hui, ce que je veux. Les freins, les barrières, les censures que nous pouvons avoir en tant qu'êtres humains désirant faire quelque chose, cessent d'être des freins, des barrières et des censures par décision propre, antérieurement prise. Que vous dire d'autre sinon que ce que je chante c'est la chanson populaire. Rien ne peut être séparé du reste. Car, tous les soirs, quand je rentre en scène, chaque chose que je dis est reconnue par les gens qui sont là. J'ai décidé de mettre à profit tout ce dont je viens de vous parler pour faire la seule chose qui va, peut-être me justifier : nous conter à nous-mêmes comment nous sommes réellement sans admettre d'infiltration d'aucun type. C'est-à-dire que, certainement, vous ne me verrez jamais avec des chansons, mon répertoire, au service de rien auquel je ne crois. Et ce que je crois, aujourd'hui, c'est que l'homme argentin a besoin de beaucoup de gens comme nous, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui aimions le pays, qui sentions le pays. Cela aussi est dans la chanson... ■

Propos recueillis par
Catherine Bastard

1. « Mettez 20 sous dans la fente », titre d'un tango interprété par le Cuarteto Cedron.

2. Homero Manzi : compositeur ; Troilo : bandonéoniste et Sébastien Piana.

3. « Nous sommes quittes », tango de Beldonio Flores chanté notamment par Carlos Gardel.

4. Les malevos (loubards) étaient les garde-du-corps des maquereaux les plus connus.

5. Tango écrit par Enrique Santos Sicepola dans les années 30. - « Bazar ».

MUSIQUE

● Le 14 novembre à 21 h, le guitariste uruguayen Alvaro Pierri, premier prix du Concours International de Guitare 1976, donnera un récital au Grand Théâtre de la Cité Internationale Universitaire.

Cité Internationale Universitaire, 21 bd. Jourdan, 75014 Paris (Métro Cité Universitaire)

● Le 28 octobre à 20 h 45, le guitariste brésilien Baden-Powell donnera un concert à la Maison des Arts et des Loisirs du Creusot (Saône-et-Loire).

● Gabriela Pizzaro fait des recherches sur le folklore du sud du Chili (Ile de Chiloe principalement). Accompagnée par le guitariste Pedro Yanez,

elle donnera un concert intitulé *Canto campesino y tradicional de Chile*, le 6 novembre à 20 h au Palais des Arts.

Palais des Arts, 102, bd. de Sébastopol, 75003 Paris. Tél. 278.04.68.

● Le groupe **Illapu**, venant du Chili, fera sa première tournée en Europe au mois de novembre. Le dimanche 12 novembre Illapu donnera un concert au Théâtre de l'Olympia.

Ils ont enregistré cinq 33 tours, dont l'un est diffusé en France. **Illapu** Chant du Monde DF 71. *Olympia*, 28 bd. des Capucines 75009 Paris, (Métro Opéra) Tél. 742.25.49.

THEATRE

Maria Maria

Du 14 novembre au 24 décembre à 20 h 30, le Théâtre de la Ville présente un spectacle brésilien de théâtre dansé, du groupe **Grupo Corpo**, originaire de Belo Horizonte, État du Minas Gerais. Quatorze tableaux liés en un acte représentent l'histoire de la vie, de la souffrance et de la mort d'une femme noire, en lutte

constante avec les conditions d'une existence pauvre et d'une vie d'esclave sans perspective.

Oscar ARAIZ a élaboré la chorégraphie et a mis en scène ce spectacle et Milton Nascimento en a écrit la musique, avec Fernando Brant pour les paroles.

Théâtre de la Ville, Place du Châtelet, 74004 Paris (métro Châtelet). Tél. 274.11.24.



Atelier de l'Épée de bois

Implanté sur la rive gauche en plein centre du Quartier Latin de Paris, le Théâtre de l'Épée de bois en fut expulsé un matin du mois d'août 71, par les bulldozers des promoteurs plus affamés de bénéfices immobiliers que de culture. L'Atelier de l'Épée de bois, qui était le noyau de travail de recherche à l'intérieur du groupe, fut alors accueilli à la Cartoucherie de Vincennes, par le Théâtre de la Tempête. Sous la direction d'un jeune metteur en scène péruvien, Antonio Diaz Florian, une petite équipe y poursuit depuis, dans son propre local cette fois, un travail d'une continuité et d'une exigence assez rares. Faisant suite à *Martyrs*, *Terre*, *Locus*, *Toro*, Diaz et sa troupe ont décidé de présenter une trypitque où seront abordés plusieurs thèmes. Il comprendra *Yuro*, sorte de rituel autour du Che et de son journal, *Madras* d'Eduardo Manet où explose un conflit d'une famille colonialiste en Inde, et *Spectacle XII* d'après *Les Justes*, d'Albert Camus, qui essaiera de donner des combattants et du terrorisme une image déglagée des abstractions philosophiques. Les représentations se

dérouleront à partir du 10 octobre à l'Atelier de l'Épée de Bois, Cartoucherie, Route de la Pyramide, 75012 Paris. Tél. 808.39.74.

H.F.

Cité Universitaire

Né en Argentine et vivant en France depuis 1962, Arnaldo Calveyra écrit des pièces où la réalité politique est renforcée par la poésie subversive de son langage. Nous aurons l'occasion de voir *Latin American trip*, mis en scène par Jean Bollery, avec des décors et des costumes de José Quiroga, au grand théâtre de la Cité Universitaire, à Paris, du 1er novembre au 23 décembre 78 à 21 h, sauf le dimanche, lundi et mardi.

Cité Internationale Universitaire - 21, bd. Jourdan, 75014 Paris. Métro Cité universitaire.

Groupe Tsé

Le groupe Tsé, fondé par Alfredo Rodriguez Arias, Marucha et Facundo Bo, tous originaires d'Argentine et travaillant en France depuis plusieurs années, reprennent au Théâtre Montparnasse à Paris leur succès *Les peines de cœur d'une chatte anglaise*, tiré, par Geneviève Serreau, d'une nouvelle de Balzac. Ce merveilleux spectacle à la fois plein d'humour, d'inventions scéniques, et dans lequel la troupe entière accomplit des prouesses sous les masques de Doboujinski, durera jusqu'à fin décembre. Après quoi Arias mettra en scène une nouvelle pièce qu'il est en train d'écrire sous le titre *L'Étoile du nord*, et qui commencera en janvier.

H.F.

Théâtre Montparnasse

cours d'espagnol

La revue organise à l'intention de ses lecteurs de Paris des cours d'espagnol. Pour tout renseignement, téléphoner à la rédaction.

CARACAS: THEATRE DES NATIONS

Organiser à Caracas la quatrième session du Théâtre des Nations qui avait toujours eu lieu en Europe, était un véritable défi lancé au Venezuela. Défi au Venezuela, ce festival était aussi un défi de l'Amérique latine aux métropoles culturelles traditionnelles. En 1978, le monde prend enfin acte de l'existence du théâtre latino-américain.

Amphytrion 78

Le Venezuela était représenté par treize spectacles : un panorama important quoique incomplet, car des créateurs confirmés n'y figuraient pas. La moitié des groupes venaient de l'intérieur du pays, ce qui correspond au développement de ces dernières années. On estime de quatre-vingts à cent le nombre de ces troupes. Leurs responsables se sont plaint au colloque d'un certain isolement et de l'indifférence de la critique. Leur travail est évidemment positif dans un cadre de décentralisation culturelle, mais jusqu'à présent les réalisations capables de supporter la comparaison avec les spectacles venus du monde entier sont celles de Caracas.

Le Candidat, version librement adaptée du *Menu* d'Enrique Buenaventura, est la dernière production de Rajatabla, troupe de l'Ateneo. Dans la salle rectangulaire, le public est disposé sur deux côtés et deux étages. Des dames de la haute société organisent un banquet pour le lancement d'un candidat électoral. Celui-ci, homme de paille interchangeable, est un pauvre diable masqué. Les mendiants qui servent de bonnes œuvres à ces dames, vont avoir droit aux miettes du festin après une humiliante cérémonie de nettoyage et de désinfection. Ils vont aussi démonter le jeu politique ; l'un d'eux, dépouillant le candidat ivre de son costume et de son masque, s'en revêt. Il fera un candidat aussi plausible que l'autre, d'autant qu'il est aveugle.

Buenaventura a réuni les personnages symboliques et mythiques de la société latino-américaine. Avec ses mendiants, ses rombières juchées sur des échasses, ses larbins de toutes conditions à genoux devant l'argent, son « initiée », pauvre mystique qui se protège de la vie sous un grand parapluie, transformée ici en pythonisse populaire,

son candidat fantoche, on a une galerie grotesque et complète. Le jeu de Rajatabla se caractérise par la distanciation, la précision du geste emphatique, la parole sobre, et un côté mécanique qui crée une certaine déshumanisation de marionnettes.

Actuellement, José Ignacio Cabrujas est le créateur le plus représentatif d'une tendance à retrouver ce Venezuela d'avant le pétrole qui a été balayé et a cédé la place à un pays de nouveaux riches, sans passé ni authenticité. Aujourd'hui, les fils recherchent le trésor perdu par leurs parents dans l'espoir d'y découvrir les fondements d'une culture nationale. La pièce de Cabrujas, mise en scène par lui-même et produite par le *Nuevo Grupo* s'intitule : *Acto cultural organizado por la Sociedad Louis Pasteur para el fomento de las Bellas Artes, las Ciencias y las Industrias de San Rafael de Ejido*. Elle commence comme une comédie de mœurs qui exploiterait avec force clin d'œil ironiques la vague nostalgique, et une variation bouffonne sur le thème classique du théâtre dans le théâtre.

En effet, les membres de cette association culturelle provinciale ont décidé d'interpréter à l'occasion de leur fête annuelle la vie de Christophe Colomb. Nous découvrons la grimace, la pause, la fausse culture poussiéreuse dont, en vérité, ses défenseurs se moquent bien. Car, s'ils vont chaque semaine écouter la préposé aux conférences, c'est que leur vie est désespérément vide. Et puis, la farce vire au tragique avec des retours intermittents au rire.

Comme tout festival qui s'impose, celui-ci a suscité une manifestation off de « théâtre populaire vénézuélien », réunissant des groupes amateurs et des praticiens du théâtre de rue.

Traditions populaires

Les paysans du Nicaragua et quelques professionnels du teatro Investigacion Niquinihomo, ont monté le *Guëguëense* : seule comédie en langue nahuatl parvenue jusqu'à nous.

Le texte du XVe siècle semble mettre en scène un vieil Indien rusé qui échappe aux tracasseries de l'administration coloniale et tire son épingle de tous les jeux, appu-



yé par un de ses fils, dénoncé par l'autre. La troupe, qui conteste cette lecture, y a vu des Indiens qui, munis de masques de blancs, parodient les dissensions entre les diverses autorités coloniales. De toutes façons, ce qu'ils représentent avec gravité, c'est le spectacle symbolique de leurs racines et de leur dignité retrouvées. Obsédés par leur propre problème et, peut-être, par leur respect archéologique, ils n'ont pas tiré de ce texte difficile et terriblement réitératif, toutes les possibilités dans l'ordre de l'humour ou de la fascination, pour un public contemporain. Passé l'éblouissement suscité par la beauté des costumes : manteaux de cour, coiffes de plumes, masques de fêtes, le public se lasse un peu des évolutions géométriques sur percussions de tambour et d'une intrigue que les répéti-

tions ont noyée.

Folklore bien vivant et d'une prodigieuse force spectaculaire que la Diablada de Oruro, de Bolivie. Imaginez dans les rues de Caracas, capitale moderne, plus de deux cents hommes revêtus de costumes brillants, satins et ors, le visage couvert de masques cornus aux yeux proéminents.

A Oruro, pour le Carnaval, ces diables qui se veulent terrifiants et sont fantastiques, viennent en dansant déposer leur puissance aux pieds de la Virgen del Socavon (la madone des mineurs). A Caracas la procession s'est achevée de façon inattendue : les deux cent vingt membres de la troupe, tous revêtus du même petit costume des dimanches, se sont mis en rang et sont montés dans l'avion militaire venu spécialement les chercher la veille des élections dans leur pays.

Création collective

Pour beaucoup de spectateurs ignorant le travail du groupe ICTUS depuis vingt-deux ans, *Cuantos anos tiene un día ?* apporté du Chili, a été la surprise latino-américaine du festival... Le mot que prononce le plus souvent Nissim Sharim est « honnêteté ». Affrontant honnêtement la situation des créateurs dans son pays et la tentation de l'exil volontaire, il a réalisé avec son groupe une création collective bien plus qu'honnête. C'est une œuvre courageuse, pleine de cet humour propre aux opprimés, qui conjurent par le rire leur souffrance et leur frayeur.

Sur un plateau de télévision, une équipe tente d'enregistrer une émission. Mais, sans cesse, surgissent des problèmes d'auto-censure, des tracasseries administratives et des menaces sur les journalistes. L'une d'entre eux, qui était partie faire carrière en Europe, débarque et jette le regard de Candide sur cette planète de la peur.

Face au public, une rangée de chaises. Les reporters s'y assoient pour visionner avec les spectateurs les reportages que chacun a effectués, projetés sur un écran au-dessus d'eux. Visites et enquêtes anodines au marché, au champ de courses, à l'aéroport débouchent inmanquablement sur le subversif. A l'arrière plan, une plate-forme surélevée figure l'antichambre d'un chef invisible, dont les ordres arrivent par haut-parleur.

Les acteurs jouent l'identification totale. C'est leur psychodrame qu'ils représentent depuis six mois à Santiago. Pourvu qu'on les laisse continuer !

Comme on le voit, et d'après le colloque consacré à ce sujet, la création collective s'est avérée la forme privilégiée du théâtre révolutionnaire : celle qui abolit les relations hiérarchiques au sein de la troupe, au moins en théorie, celle qui échappe aux circuits de production capitaliste ainsi qu'à la division du travail et du statut entre créateurs et interprètes, celle qui permet d'associer la population à l'élaboration d'un spectacle, celle enfin qui pallie l'absence de texte de caractère populaire.

La faiblesse des meilleures créations collectives, jusqu'à présent, réside dans leur langage homologué : on ne s'y adresse guère au subconscient ou à l'imagination du spectateur et l'on n'y dit jamais plus que ce qu'on a voulu clairement signifier.

Maille à partir avec l'histoire

On alors on tombe dans la représentation absconse qui a fleuri dans les années soixante, tel le spectacle présenté par des Latino-américains installés en Hollande sous le titre : *Los Funerales de la Mama Grande*. Il s'agit de mettre en parallèle le pouvoir abstrait qui transforme le citoyen en prisonnier automate avec le pouvoir absolu personnel, incarné par la Mama Grande. Une heure et demie de déplacements sur des échafaudages, dans une lumière glauque avec un accompagnement musical type Pink Floyd, effectués par des comédiens masqués, transformés en silhouettes blanches anonymes. Le nom de Gabriel Garcia Marquez est un bon argument publicitaire.

La troupe de l'Escambray de Cuba a mis le théâtre au service de la population paysanne et de la Révolution. Il nous faut l'imaginer dans son contexte, faute de quoi, nous ne verrons dans *Ramona* création collective sur la condition féminine, qu'un mélo dont l'héroïne est sauvée par la Révolution. Mais, pour une partie du public, le problème des femmes victimes du « machisme » est loin d'appartenir au passé. En témoignent les applaudissements qui ont salué le calicot portant le mot d'ordre : « Sans la femme, pas de socialisme ».

La Candelaria de Bogota compte à son actif quatre créations collectives. La troupe dirigée par Santiago Garcia travaille pour la classe ouvrière. Elle monte des spectacles brechtiens complexes. Ses membres ont élaboré des principes de dramaturgie et savent combiner thèmes et sous-thèmes, arguments, parallélisme, opposition et leit-motifs, qui courent en pleins et déliés à travers une structure rien moins que simplifiée. Pauvres, et habitués aux déplacements, ils conçoivent des scénographies mobiles à base de praticables et de panneaux pivotants.

Les Dix jours qui ébranlèrent le monde (d'après John Reed et l'adaptation de la Taganka de Moscou) ont éveillé moins d'enthousiasme que leur réalisation antérieure : *Guadalupe, anos sin cuenta*. Peut-être parce que l'histoire soviétique, vue de Colombie, devient exotique. L'interprétation est soignée, mais froide. On sent que chaque détail a été analysé, que les relations dialectiques de toutes les composantes du spectacle ont été ménagées et l'on se prend à rêver qu'un vent de folie instaure soudain l'aléatoire et branche la commu-

nication. Heureusement que S. Garcia, qui est aussi un grand comédien, fait périodiquement des interventions clownesques !

Nuestra primera independencia du Théâtre Populaire de Bogota, évocation manichéenne menée à un rythme languissant, où pourtant, se succèdent d'ingénieuses trouvailles de mise en scène, témoignent de la fidélité des Colombiens à l'Histoire, matière principale des créations latino-américaines. Certains ont commencé à critiquer ce recours trop systématique à l'Histoire, moyen, trop souvent, de se réhabiliter à ses propres yeux en exhumant un passé glorieux ou en justifiant par le colonialisme un présent dont on n'est pas très fier.

Symbolique Argentine

L'Argentine, au solide passé théâtral, a présenté *Visita*, qui ressemble aux dernières manifestations du théâtre de l'absurde européen : ambiance onirique, lumière verdâtre, monde en décomposition. La pièce de Ricardo Monti, montée par Jaime Kogan avec l'Equipo Teatro Payro, se présente comme une visite dans l'univers intérieur de l'auteur. Le visiteur découvre, dans une maison qui fut luxueuse, des parents décatés mais tyranniques et son double asservi : un nain sournois.

On retrouve le thème de l'invasion, fréquent dans le théâtre

latino-américain, traité ici à l'envers. L'intrus, loin d'imposer sa volonté se trouve piégé, comme au centre d'une toile d'araignée manipulée par les maîtres de maison.

Ce cauchemar est mis en scène comme une mécanique de précision. Les acteurs investissent chacun de leurs gestes étranges de la force irréfutable d'une logique dont la clé ne nous est pas livrée.

Les symboles de l'oppression exercée par des momies sur un être jeune passionnent le public argentin depuis des mois. Nous sommes aux antipodes des créations collectives, du théâtre populaire et de l'analyse marxiste de l'Histoire. Mais nous sommes bien en Amérique latine.

Le rideau tombe

Cette quatrième session du Théâtre des Nations, qui était aussi le quatrième festival international de Caracas, si elle n'a pas donné lieu à des révélations au reste du monde, a surtout permis aux Latino-américains de s'affirmer. Ils l'ont fait par le sérieux de leur travail théâtral ainsi que par la cohérence et l'unanimité de leurs positions fondamentales. La plupart ont dépassé l'étape des déclarations vengeresses et des a-priori politiques. Ils sont entrés dans la phase de l'analyse et de la théorisation d'une pratique continue. ■

Geneviève ROZENTAL

SUISSE

L'ambassade de Suisse à Buenos Aires a demandé à la population argentine de l'aider à rechercher l'étudiant Alexis Jaccard, disparu le 16 mai 1977 en Argentine (voir le numéro 4) où il faisait escale avant d'aller voir ses parents au Chili.

A cette occasion, l'ambassade de Suisse avait fait publier dans la presse argentine des photos du disparu. De plus, Pierre Aubert, chef du Département Politique Fédéral a demandé personnellement au général Videla une réponse sur ce cas, à l'occasion du couronnement du pape Jean-Paul 1er à

Rome, au mois de septembre dernier.

● Les statistiques de l'Université de Genève, en ce qui concerne l'année 1977-1978, ont été récemment publiées. Sur 2.431 étudiants inscrits, 248 sont latino-américains. C'est le Brésil qui vient en tête avec 44 élèves, puis vient le Chili (36), la Colombie (31), la Bolivie (25) et l'Argentine (24). Des pays tels le Guatemala, les Barbades, Haïti et Cuba n'ont qu'un seul représentant.

La médaille d'or des diplômés de l'année universitaire écoulée revient aux Boliviens (avec 7 étudiants), suivent le Brésil et le Chili (6) ; le Venezuela et la Colombie ont eu chacun quatre diplômés.

● Luis Corvalan, Secrétaire général du Parti communiste du Chili, sera à Genève le 27 octobre, à l'occasion de la kermesse populaire organisée par le Parti suisse du travail à 20 h 30 à la salle communale de Planpalais.

● Le 19 octobre, le groupe chilien *Illapu* donnera une représentation à Travano en Suisse italienne.

● Vient de paraître le Cahier N° 1 de *Résurgence*, publié à partir d'un concours organisé au Chili entre le 22 août

et 17 septembre 1977 par la Coordination d'ateliers de travailleurs au chômage. Disponible à ASRIL, case postale 83. 1211 Genève 9 (Suisse).

● Le 25 septembre passé, huit organisations latino-américaines : le Front Sandiniste de Libération Nationale, la Casa Argentina, le Comité Bolivie, le Comité Brésil, le Comité Chili, le Comité Paraguay, le GRISUR (Uruguay) et la Coordinadora du Parti socialiste chilien ont constitué un organisme de solidarité avec le peuple de Nicaragua.

Los Amerindios

En 1967, le fondateur de l'ensemble folklorique Quilapayun, Julio Numhauser avec, à ses côtés, Mario Salazar, remarquable soliste et compositeur, décidèrent de créer un nouveau groupe consacré à la tradition musicale chilienne et sud-américaine. De cette façon sont nés *Los Amerindios de Chile*.

Travailleurs de la chanson (c'est ainsi qu'ils se définissent), ils recueillent, élaborent et composent un nouveau type de chanson libre qui s'insère dans la Nouvelle chanson chilienne.

Le coup d'État militaire met une fin légale à toute expression culturelle authentiquement populaire. C'est l'exil.

A Mario Salazar et Julio Numhauser s'est joint David Ojeda, qui faisait partie du ballet *Pucara* à Santiago du Chili. Ils sont les auteurs-compositeurs de la musique de trois films et de quelques courts métrages.

Exilés en Suède, ils furent les interprètes du film *Nous avons notre propre chanson*. Leur slogan est : « Ton rêve, c'est mon rêve » et « Ton cri, c'est ma chanson ».

Ils réaliseront une tournée en Suisse du 10 novembre au 10 décembre

SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITÉ

Du 22 au 23 octobre se tiendra à Lausanne le premier « symposium de la solidarité » organisé par la coordination de toutes les organisations progressistes de Suisse et le soutien des partis politiques de gauche de la Suisse Romande. Cette manifestation a pour objectifs de « protester, de défricher et d'expliquer les relations des pays européens (notamment la Suisse) avec les pays opprimés de l'Amérique latine ».

Le succès de la manifestation organisée en 1977 en riposte au Symposium latino-américain de coopération éco-

nomique de Montreux, l'ampleur de l'unité des organisations politiques et syndicales et des associations de solidarité qui l'ont appuyée, ont permis l'organisation, du 22 au 23 octobre, du symposium de la solidarité. Selon les organisateurs, cette manifestation permettra de réaliser ce qu'il avait été impossible de faire à Montreux : non seulement protester, mais aussi expliquer, dénoncer, donner la parole aux représentants les mieux informés des peuples opprimés, et étudier à fond les mécanismes des relations Europe / Tiers-Monde.

Pour ce faire, les organisations ont entamé la for-

mation de groupes de travail répartis en trois secteurs :

- l'Amérique latine
- l'Afrique australe
- les relations Suisse/Amérique latine/Afrique.

Le programme

En ce qui concerne l'Amérique latine, les groupes de travail ont abordé les sujets suivants :

1. *Situation syndicale* : Traditions syndicales, leur histoire et luttes syndicales, propositions de travail avec les syndicats suisses.

2. *Situation économique et sociale* : Dépendance, sous-développement, développement, structures sociales.

3. *Répression et prisonniers politiques* : Témoignages, disparitions, arrestations, situation des prisons, torture, la femme en prison, les organes de répression, loi de sécurité nationale, etc.

4. *Oppression culturelle* : disparition des cultures autochtones, formes de domination culturelle (mass media), l'Église, l'éducation, la science.

5. *La situation des femmes en Amérique latine* : exploitation de la femme dans la société latino-américaine, sexisme, prostitution, contraception, législation, droit de la famille, discrimination laborale et situation de la femme sous la répression et la torture.

Cette manifestation aura lieu au Centre Paroissial de la Croix d'Ouchy, au Collège de l'Élysée, et au Palais Beaulieu.

Les sujets retenus pour la manifestation principale sont la pénétration culturelle en Amérique latine, les mass médias et la situation des femmes. Parmi les participants on compte sur la présence de André Gunder Frank, de Régis Debray et de Michèle Mattelart.

DIVERS

APPEL URGENT POUR LE NICARAGUA

En réponse à un télégramme envoyé d'Amérique Centrale par Ernesto Cardinal au Conseil Oecuménique et à la Cimade demandant « l'envoi urgent d'une aide économique pour les victimes des derniers événements au Nicaragua et pour le peuple en lutte pour sa libération ». La Cimade lance un appel à la solidarité. Envoyez vos dons au CCP Cimade 4088 87 Paris, avec mention Nicaragua.

Séminaires

L'Institut Oecuménique au Service du Développement des Peuples, INODEP, organise, du 16 au 20 octobre, un séminaire sur la conscientisation : Convergences et conflits entre conscience populaire et théorie du changement social. Nécessité et limite de la militance pour la production de projets nouveaux de société.

Langues de travail : anglais, espagnol, français.

Horaires : 9h/12h et 14/17h
Frais d'inscription : 300 F.
INODEP, 34, av. Reille
75014 Paris. Tél. 589.69.53

Meeting - Nicaragua

Le 26 octobre à 19 h à la Mutualité avec la participation du chanteur nicaraguayen Carlos Mejia Godoy.
4, rue St. Victor 75005 Paris.

Nous avons reçu au journal...

● Le Secrétariat International de Juristes pour l'Amnistie en Uruguay a patronné au début du mois d'octobre une réunion de parents de prisonniers politiques uruguayens disparus. Ceux-ci ont annoncé la création d'une association.

● L'Institut d'Études Latino-américaines de Stockholm nous fait savoir que ses membres ont élaboré un rapport sur *L'aide financière extérieure à la junte militaire chilienne 1973-1977*. Celui-ci est disponible sur demande écrite à : M. le directeur de l'Institut d'Études de l'Amérique Latine, Fack, S-102 30 Stockholm 6 Suède.

EXPOSITIONS

Photos

Un photographe colombien, Ignacio Gomez Pulido, envoie une exposition itinérante de 80 photos en Amérique du Sud où elle tournera pendant deux ans dans divers pays.

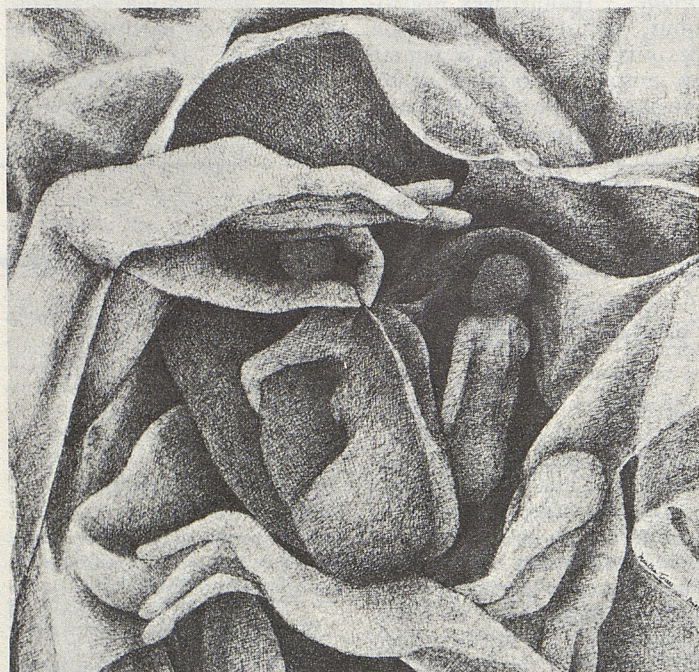
Peinture

Née le 13 janvier 1949 à San Andrés Tuxtlan dans l'État de Veracruz au Mexique, Martha Torres, peintre mexicaine, fera une exposition de ses peintures et dessins à la CEFRAL du 6 au 17 novembre. S'il est vrai que la mort est une des composantes de l'idiosyncrasie mexicaine, c'est

Ris Orangis, une banlieue française. Cette exposition montre un jour dans la vie de la ville, à travers les différents âges : enfance, adolescence, âge adulte et vieillesse. Le travail du photographe s'est fait sur huit mois, d'octobre 1977 à mai 1978.

en plus une obsession toute personnelle que nous livre ici Martha. Un itinéraire personnel très accidenté fait que la mort soit omniprésente. Martha pense traduire la réalité de son pays et non transmettre le folklore officiel.

CEFRAL, 34, rue Henri Barbusse, 75015 Paris, de 15 h à 18 h.



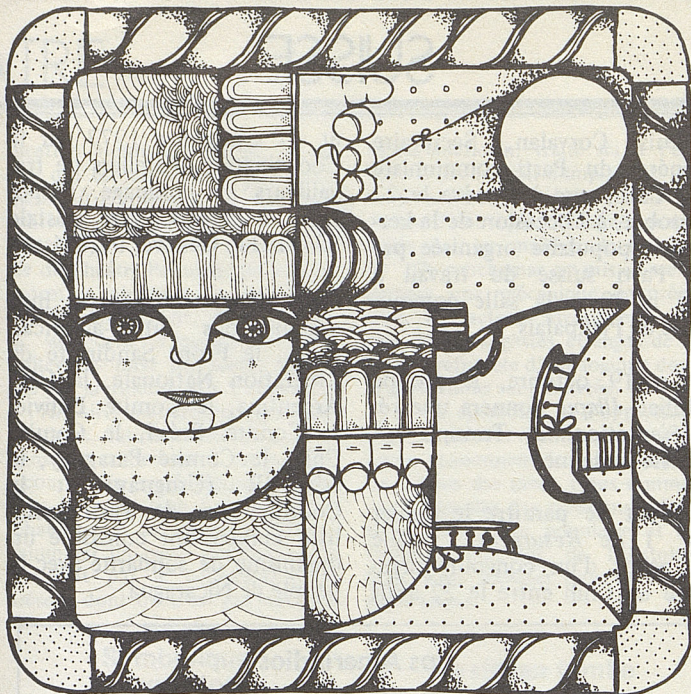
Marionnettes

● Peintre, marionnettiste, poète, Jaime Pares, réfugié uruguayen, expose à la Galerie Archifleur peintures et dessins qui sont comme une manière d'évasion face aux durs problèmes de l'exil. Il nous introduit dans un monde infiniment poétique, régenté par sa seule fantaisie, monde ailé, allégé de sa pesanteur, mais immobile, où formes et couleurs vous entraînent dans une sarabande joyeuse, quelquefois juste un peu mélancolique... Ses marionnettes se meuvent dans une ineffable poésie et le plaisir vous saisit à la gorge, mélange de joie et de tristesse...

« La marionnette dira », le jour du vernissage et les vendredis et samedis durant le temps de l'exposition, du 23 octobre au 11 novembre.

La galerie Archifleur, qui s'est déjà signalée par une exposition d'un collectif de Latino-américains en 1976, fonctionnant en dehors du circuit marchand des galeries traditionnelles, montrera une fois de plus que l'expression ne passe pas essentiellement par la parole mais par le geste.

Galerie Archifleur, 26, rue du Vert-Bois, Paris 3e (M° Arts-et-Métiers, Temple, ou République), après-midi (sauf dimanche) de 14 h à 19 h.



RESTAURANT

La Route des Andes

Photographe à *L'express* pendant onze ans, Christian Taillandier avait deux passions: la photo et la restauration. La première ayant été satisfaite, il se lançait dans la seconde il y a sept ans. Une ancienne boucherie de la rue Pernety fera l'affaire : après d'importants travaux qui dureront un an, un restaurant français ouvre ses portes : *Chez Taillandier*. Au menu, quelques plats péruviens « comme ça, pour changer », car une partie de ses ancêtres sont originaires de ce pays. Puis, peu à peu, les plats péruviens supplanteront complètement les produits nationaux. Une clientèle d'amis, puis d'amis d'amis, puis etc., et *Chez Taillandier* devient la *Route des Andes* (changement d'itinéraire oblige !). En fait, même si le menu affiche une majorité des plats péruviens : ceviche, poisson mariné dans le jus de citron et piment - 18 F, Papas à la huancaína - 15 F, Empanadas (pas aussi croustillantes qu'on ne le souhaiterait) - 17 F, Patel de acelga 16 F, puis Lomo saltado - 30 F, Aji de gallina - 23 F, les autres pays du continent sont aussi présents : sardines à la brésiliennes - 15 F, Camaraoes

à la bahiana (Brésil) - 35 F, Chili con carne (Mexique) - 25 F, Parrilla (Argentine) - 38 F et Pollito à la cubana (Cuba) - 35 F.

Cette présence multiple se retrouve au niveau de la musique et des éléments de décor. Curieusement, aucune photographie n'illustre les murs, par contre, les aquarelles d'un ami sont là pour donner une note chaude et colorée à l'endroit.

Au dessert, vous vous rafraichirez du piquant avec un sorbet à la banane et au rhum - 13 F, ou au citron et à la tequila - 16 F, aux fruits de la passion - 14 F, au coco et au rhum - 15 F, à moins que vous ne cligniez un œil à votre belle-mère avec l'olho da minha sogra - 12 F.

Vous pourrez terminer sur un café mexicain parfumé à la cannelle. Piquante au palais français, cette cuisine n'est pas exactement celle d'outre-Atlantique, mais elle n'en est pas moins très séduisante. Vous verrez, la Route des Andes se trouvera plusieurs fois sur votre chemin... ■

Catherine Bastard

La Route des Andes, 38, rue Pernety, 75014 Paris (métro Pernety). Tél. 542.87.97.

ACHETEZ CE POSTER

20 f l'unité

(60 x 80cm)



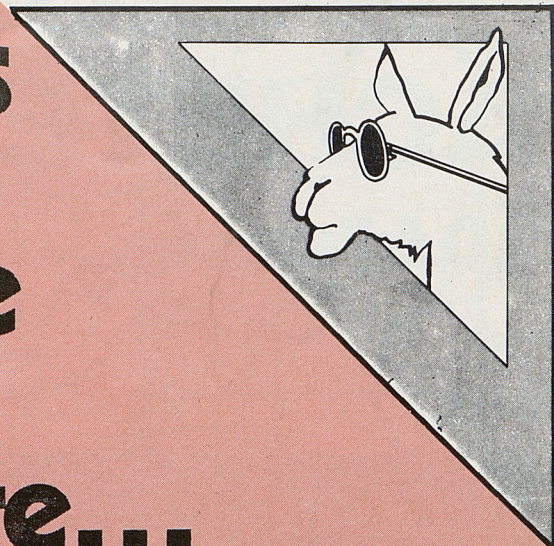
Pour toute commande .
Chèques ou virements à l'ordre de la Société de Publication France-Latine
8, rue Au Maire — 75003 Paris

ou

Case postale 7
1219 — Le lignon / Genève — Suisse
CCP : 12-21777

uniclam voyages

**faites nous
confiance
l'amérique
est
notre terre...**



vols

pérou	2680 f
mexique	2350 f
bolivie	3400 f
vénézuela	2480 f
uruguay	4250 f

**Possibilité de faire ces vols dans la direction
AMÉRIQUE / EUROPE**

Circuit de 15 jours :

Pérou	: 4.950 F
Pérou-Bolivie	: 6.850 F
Mexique	: 5.945 F

63, rue Monsieur-le-Prince - 75006 Paris - Tél. : 329.12.36

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

UNICLAM-VOYAGES

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

guides

Pérou	45 F	Guatémala	24 F
Brésil	39 F	Argentine	34 F
Bolivie	34 F	Colombie	34 F
		Machu Picchu	34 F